

CURRICULUM VITAE

Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

Né le 1^{er} octobre 1975 à Orthez (64)

Maître de conférences

Titulaire de l'habilitation à diriger des recherches (HDR)

Coordonnées professionnelles :

Sciences Po Strasbourg
7, rue de l'Écarlate
67 082 Strasbourg Cedex
Email. j.lasserrecapdev@unistra.fr

Ou/

Faculté de droit,
1, place d'Athènes. – B.P. 66
67 045 Strasbourg Cedex

Coordonnées personnelles :

Le Copenhague
2, rue d'Oslo
67 000 Strasbourg
06.10.90.72.95.
Email. jlasserrecap@yahoo.fr

ACTIVITES PROFESSIONNELLES

2006/2021 : Maître de conférences HDR à l'Université de Strasbourg.

Cours assurés en 2020/2021 :

Matières enseignées à la Faculté de droit de Strasbourg :

- droit commercial approfondi (droit bancaire) (M1, 32 heures) ;
- droit pénal des affaires (M 2 Droit bancaire et financier, 21 heures) ;
- droit bancaire (M 2 Droit bancaire et financier, 20 heures) ;
- droit pénal bancaire et financier (M2 Juriste conformité, 10 heures) ;
- droit de la régulation bancaire et financière (M 2 Droit bancaire et financier, parcours professionnel, 3,5 heures) ;
- droit pénal des affaires (M2 Droit du patrimoine, 9 heures) ;
- droit pénal bancaire (M2 Investigations financières à l'échelle européenne, 3 heures) ;
- droit bancaire (Licence professionnelle « Assurance, banque, finance », 14 heures) ;

-encadrement de projets tuteurés (Licence professionnelle « Assurance, banque, finance », 378 heures TD).

Matières enseignées à l'Institut d'études politiques de Strasbourg :

- droit de la responsabilité civile (Licence 2, 20 heures) ;
- droit pénal (Licence 2, 24 heures) ;
- droit des sociétés (Master 1 Economie et entreprises, 24 heures) ;
- droit du crédit (Master 2 Finance d'entreprise et pratique de marchés financiers, 14 heures).

Matières enseignées à l'École Nationale d'Administration :

- droit de la régulation bancaire (Master 2, 4 heures) ;

Matière enseignée à la Faculté de droit de Pau :

- droit du crédit (Master 2 Droit de la consommation, 20 heures) ;
- droit pénal de la consommation (Master 2 Droit de la consommation, 8 heures).

Matière enseignée à la Faculté de droit de Tours :

- droit bancaire (Master 2 Juriste d'entreprise, 9 heures) ;

Matière enseignée à la Faculté de droit de Toulouse :

- droit pénal bancaire (M2 Droit pénal des affaires, 10 heures) ;

Matière enseignée à l'Université du Caire :

- droit bancaire (24 heures) ;

2000/2006 : Chargé de travaux dirigés à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (Vacataire, puis ATER).

2000/2007 : Analyste juridique Juris-Data :

- analyste en matière pénale (analyses locales et nationales) de janvier 2000 à décembre 2007 ;
- analyste en matière de responsabilité civile, de janvier 2004 à octobre 2005.

ACTIVITES ADMINISTRATIVES

Depuis mars 2018 : Directeur de l'équipe de droit des affaires du laboratoire Droit, religion, entreprise et société (DRES) de l'Université de Strasbourg ;

Depuis septembre 2017 : Membre du conseil d'administration de l'IEP de Strasbourg ;

Depuis septembre 2008 : Responsable de la Licence professionnelle : « Assurance, banque, finance ».

2009/2011 : Vice Doyen de la Faculté de droit. Responsable des M 1.

2007/2011 : Responsable pédagogique des étudiants étrangers effectuant une année d'étude à la Faculté de droit de Strasbourg.

ACTIVITES D'ENCADREMENT

2008/2021 : Direction de thèses de doctorat (droit bancaire, droit de la régulation bancaire).

2006/2021 : Direction de mémoires de recherche (droit bancaire, droit de la régulation bancaire, droit pénal, procédure pénale).

ACTIVITES DE CORRECTEUR/JURYS

2007/2015 : Correcteur au concours externe d'entrée à l'École Nationale d'Administration (ENA). Epreuve écrite de droit pénal.

2006/2021: Correcteur au concours d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats d'Alsace (CRFPA). Epreuve écrite de droit pénal.

2010/2011 et 2014/2016 : Correcteur au concours d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats d'Alsace (CRFPA). Epreuve orale de droit pénal.

2009/2014 et 2015/2017 : Membre du jury au concours d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats d'Alsace (CRFPA). Epreuve orale de libertés et droits fondamentaux.

2015/2016 : Membre du jury de spécialisation en droit pénal pour le Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats d'Alsace (CRFPA).

2008/2021 : Membre de plusieurs jurys de thèse.

-La conformité dans les établissements financiers sous le prisme du droit pénal : thèse soutenue à l'Université de Toulouse, le 12 décembre 2019, par M. Arnaud Malik (dir. Mme Corinne Mascala), rapporteur ;

-Evolution de la réglementation des institutions financières : de la lutte anti-blanchiment à la conformité : thèse soutenue à l'Université Côte d'Azur, le 10 juillet 2019, par M. Nessym Tir (dir. Mme Marina Teller) ;

-L'enquête judiciaire en matière économique et financière : une réforme nécessaire : thèse soutenue à l'Université de Strasbourg, le 14 décembre 2018, par M. Bruno Parisien (dir. Mme Chantal Cutajar) ;

-*La sécurité financière : perspective nouvelle de la lutte internationale contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme* : thèse soutenue à l'Université de Dijon, le 13 novembre 2018, par Mme Anna Yo (dir. Mme Hélène Tourard), rapporteur ;

-*Recherche sur le taux effectif global* : thèse soutenue à l'Université d'Aix-en-Provence, le 15 décembre 2017, par M. Amaury Ayoun (dir. M. Bastien Brignon), rapporteur ;

-*La lutte contre la cybercriminalité au regard de l'action des Etat* : thèse soutenue à l'Université de Nancy, le 9 décembre 2016, par M. Romain Boos (dir. Mme Delphine Brach-Thiel), rapporteur ;

-*Les dispositions des lois portant sur le blanchiment d'argent. Esquisse d'une phénoménologie comparée du droit français et du droit libyen* : thèse soutenue à l'Université de Toulouse, le 7 octobre 2016, par M. Abu El Eed (dir. M. Stéphane Baumont), rapporteur ;

-*Les assurances accordées par l'Etat en matière d'exportation* : thèse soutenue à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, le 2 décembre 2015, par M. Jim Joël David Domoraud (dir. M. Michel Bazex), rapporteur ;

-*La sécurisation du marché des services de paiement* : thèse soutenue à l'Université Lille 2, le 17 septembre 2015, par Mme Mame Mariama Diop (dir. M. Michel Dupuis), rapporteur ;

-*La réception du contrat de crédit-bail par le droit positif irakien. Etude à partir du droit français et américain* : thèse soutenue à l'Université de Lyon, le 25 janvier 2014, par M. Ammar Al-Bsherawy (dir. M. Georges Cavalier) ;

-*La politique criminelle de lutte contre les discriminations à l'embauche* : thèse soutenue à l'Université de Strasbourg, le 14 septembre 2013, par M. Guy Essouma (dir. Mme Chantal Cutajar) ;

-*La responsabilité contractuelle du banquier* : thèse soutenue à l'Université d'Auvergne, le 17 janvier 2013, par M. Maymont (dir. M. Hervé Causse), rapporteur ;

-*L'intervention du juge dans la mise en œuvre des sûretés réelles par le créancier dans le droit civil vietnamien* : thèse soutenue à l'Université de Bordeaux IV, le 3 décembre 2012, par Melle Thi Phuong Doan (dir. M. Gaël Piette), rapporteur ;

-*Le statut juridique du site internet* : thèse soutenue à l'Université de Paris II, le 8 décembre 2011, par Melle Aurore Tonnellier (dir. M. Jérôme Huet), rapporteur ;

-*La pénalisation des activités financières illicites* : thèse soutenue à l'Université de Toulouse, le 28 novembre 2011, par M. Pierre-Henri Gout (dir. Mme Corinne Mascala), rapporteur ;

-*Les activités financières de la Poste* : thèse soutenue à l'Université de Nanterre, le 9 septembre 2011, par M. Aimé Baloki Banzouzi (dir. M. Michel Bazex) ;

-Finance criminelle et politique criminelle anti-blanchiment en droit français et iranien : thèse soutenue à l'Université de Strasbourg, le 30 mars 2011, par M. Hamid Reza Mirzajani (dir. Mme Chantal Cutajar) ;

-Droit des contrats et droit des organismes de placement collectif : thèse soutenue à l'Université de Luxembourg, le 14 décembre 2010, par M. Alexandre Delagardelle (dir. M. Michel Storck et M. Pierre-Henri Conac) ;

-L'investisseur face aux réseaux de distribution d'OPCVM : thèse soutenue à l'Université de Luxembourg, le 21 juin 2010, par Melle Miroslava Borissova (dir. M. Michel Storck et M. André Prüm) ;

-La régulation des marchés financiers dans l'espace OHADA : thèse soutenue à l'Université de Strasbourg, le 25 mars 2010, par M. Daniel Keuffi (dir. M. Michel Storck) ;

-La délégation de pouvoir dans les sociétés par actions : thèse soutenue à l'Université de Strasbourg, le 11 juillet 2008, par M. Hector Chavez Carmona (dir. M. Michel Storck) ;

DIPLOMES ET QUALIFICATIONS

19 juin 2008 : Obtention de l'habilitation à diriger des recherches (HDR). Membres du jury : Monsieur Philippe Conte, Professeur à l'Université Panthéon-Assas - Paris II (Rapporteur), Monsieur Richard Routier, Professeur à l'Université d'Auvergne (Rapporteur), Monsieur Nicolas Mathey, Professeur à l'Université d'Evry (Rapporteur), Monsieur Gaël Piette, Professeur à l'Université de Bordeaux IV, Monsieur Michel Storck, Professeur à l'Université Robert Schuman, Strasbourg III, Monsieur Yves Strickler, Professeur à l'Université Robert Schuman, Strasbourg III (Directeur de recherche) ;

Juin 2006 : Nomination au poste de Maître de conférences à l'Université Robert Schuman, Strasbourg III ;

Novembre 2005 : Obtention du Certificat d'Aptitude à la Pratique d'Avocat (CAPA) ;

Mars 2005 : Obtention de la qualification universitaire délivrée par le Comité National des Universités (Rapporteurs, M. Hervé Synvet, Professeur à l'Université Panthéon-Assas - Paris II, et Mme Marie Bruns-Mercat, Maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers) ;

19 juin 2004 : Soutenance de thèse à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour. Obtention du grade de docteur en droit avec la mention très honorable et les félicitations du jury à l'unanimité. Autorisation de publier en l'état, de recourir à des prix et de solliciter une subvention. Membres du jury : Monsieur Thierry Bonneau, Professeur à l'Université Panthéon-Assas - Paris II (Rapporteur), Monsieur Philippe Conte, Professeur à l'Université Panthéon-Assas - Paris II (Directeur de recherche), Madame Virginie Larribau-Terneyre, Professeur à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Madame Monique Luby, Professeur à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Monsieur Luc Thévenoz, Professeur à l'Université de Genève (Rapporteur) ;

Décembre 1999 : Première inscription en thèse. Sujet : « *Le secret bancaire : étude de droit comparé (France, Suisse, Luxembourg)* », sous la direction du Professeur Ph. Conte (Panthéon-Assas - Paris II) ;

1998-1999 : D.E.A. de droit privé et de sciences criminelles. Université de Pau et des Pays de l'Adour. Mention A.B. ;

1997-1998 : Maîtrise de droit privé. Université de Pau et des Pays de l'Adour. Mention B. ;

1996-1997 : Licence de droit. Université de Pau et des Pays de l'Adour. Mention B. ;

1994-1996 : D.E.U.G. de droit. Université de Pau et des Pays de l'Adour. Mention A.B.

1993-1994 : Baccalauréat. Lycée Gaston Phoebus. Orthez. Filière économie.

DIRECTIONS SCIENTIFIQUES

-Directeur scientifique depuis septembre 2010 d'une revue spécialisée en droit bancaire : *L'Essentiel Droit Bancaire* (LEDB) Revue éditée par les éditions Lextenso. 11 numéros par an ;

-Direction scientifique depuis janvier 2019 du pôle « Banque » de l'éditeur juridique Lextenso.

TRAVAUX

Ouvrages :

-Le droit du crédit à la consommation 10 ans après la loi Lagarde : collection Les intégrales, éd. LGDJ, 2021, 303 p. ;

-Les risques juridiques liés au crédit à la consommation : collection Les essentiels de la banque et de la finance, Revue Banque édition, 2019, 128 p. ;

-Le secret bancaire. Approches nationale et internationale : collection Les essentiels de la banque et de la finance, Revue Banque édition, 2014, 127 p. ;

-L'année de droit pénal et de procédure pénale 2012. Textes, jurisprudence, commentaires : collection Axe Droit, éd. Lamy, 2013, 282 p. ;

-L'année de droit pénal et de procédure pénale 2011. Textes, jurisprudence, commentaires : collection Axe Droit, éd. Lamy, 2012, 244 p. ;

-Abus de biens sociaux et banqueroute : éd. Lextenso, coll. Pratique des affaires, 2010, 227 p. ;

-La lutte contre le blanchiment d'argent : éd. L'Harmattan, 2006, 80 p. ;

-Le secret bancaire : étude de droit comparé (France, Suisse, Luxembourg) : éd. Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2006, 866 p., préface du Professeur Philippe Conte (Paris II).

Manuels co-écrits :

-Droit bancaire : collection Précis, éd. Dalloz, 2019, 2^{ème} éd. Co-auteurs de l'ouvrage : Michel Storck, Marc Mignot, Jean-Philippe Kovar et Nicolas Eréséo. Manuel, 1384 p.;

Passages écrits (835 pages) :

- introduction, pp. 1-29 ;
- devoirs des établissements de crédit, pp. 161-213 ;
- traitement des difficultés des établissements de crédit, pp. 279-310 ;
- les comptes en banque, pp. 311-460 ;
- les opérations de paiement, pp. 461-690 ;
- les opérations de crédit, pp. 691-886 et pp. 965-1115.

-Droit bancaire : collection Précis, éd. Dalloz, 2017. Co-auteurs de l'ouvrage : Michel Storck, Richard Routier, Marc Mignot, Jean-Philippe Kovar et Nicolas Eréséo. Manuel, 1198 p.;

Passages écrits (552 pages) :

- introduction, pp. 1-28 ;
- devoirs des établissements de crédit, pp. 153-201 ;
- traitement des difficultés des établissements de crédit, pp. 263-292 ;
- les comptes en banque, pp. 293-431 ;
- les opérations de crédit, pp. 567-731 et pp. 809-954.

-Droit de la régulation bancaire : collection Droit, éd. Revue Banque édition, 2012. Co-auteur de l'ouvrage : Jean-Philippe Kovar. Préface de Christian Noyer. Manuel, 350 p. ;

Passages écrits (222 pages) :

- première partie. Les professionnels régulés, pp. 21-136 ;
- troisième partie. Les principales règles de régulation, pp. 221-328.

Contributions à des ouvrages collectifs :

-L'encadrement des FinTechs à travers la reconnaissance légales des « agrégateurs » de compte bancaire : in ouvrage collectif : « Rencontre multicolores autour du Droit », Mélanges en l'honneur de Deen Gibirila : éd. Presses de l'Université de Toulouse, 2021, pp. 817-826 ;

-Quelques incertitudes de droit bancaire liées à la disparition du compte joint : in ouvrage collectif : « Liber amicorum », Mélanges en l'honneur de Jean-Patrice et Michel Storck : éd. Dalloz-Joly, 2021, pp. 353-365 ;

-Retour sur un acteur de la surveillance bancaire et financière méconnu : le Haut Conseil de la stabilité financière : in ouvrage collectif : « Revue Droit et Affaires » : éd. Association Droit et Affaires, 2020, 17^{ème} éd., pp. 206-216 ;

-Droit bancaire : in ouvrage collectif : « Droit de la consommation », sous la direction de Dominique Fenouillet : éd. Dalloz, 2020, collection Dalloz Action, n° 521.00, pp. 1379-1398 ;

-Démarchage bancaire ou financier : in ouvrage collectif : « Droit de la consommation », sous la direction de Dominique Fenouillet : éd. Dalloz, 2020, collection Dalloz Action, n° 523.00, pp. 1403-1417 ;

-La détection du produit de l'infraction par le banquier : in ouvrage collectif : « Annales de l'Institut de criminologie et de sciences pénales Roger Merle » : éd. Presses de l'Université de Toulouse, 2020, n° 1, pp. 177-187 ;

-La lutte contre le financement du terrorisme par les professionnels: le cas du banquier : in ouvrage collectif : « Le financement du terrorisme », sous la direction de Delphine Brach-Thiel : éd. L'Harmattan, 2019, pp. 89-105 ;

-Protection des banques et de leurs clients contre les cybercriminels par le droit pénal français : in ouvrage collectif : « Société numérique et droit pénal », sous la direction de Vanessa Franssen et Daniel Flore : éd. Bruylant, 2018, pp. 115-130 ;

-Le virement SEPA : in ouvrage collectif : Mélanges en l'honneur de Claude Witz : éd. LexisNexis, 2018, pp. 505-515 ;

-L'encadrement juridique spécifique de la rémunération des dirigeants de banque : in ouvrage collectif : « La rémunération des dirigeants des sociétés cotées et le vote contraignant des actionnaires », sous la direction de Michel Storck, Stéphane Rousseau et Thibault de Ravel d'Esclapon : éd. Presses Universitaires de Strasbourg, 2018, pp. 111-122 ;

-Information secrète et régulation bancaire : in ouvrage collectif : « La régulation économique et financière face aux défis de l'information », sous la direction de Gabriel Eckert et Jean-Philippe Kovar : éd. L'Harmattan, 2018, pp. 247-253 ;

-Prêts en devise consentis aux consommateurs: quelles actions en cas de préjudice ? : in ouvrage collectif : « Mélanges AEDBF-France, tome VII », sous la direction de Jean-Jacques Daigre et Bertrand Bréhier : Revue Banque Edition, 2018, pp. 17-26 ;

-Le champ d'application du crédit immobilier : in ouvrage collectif : « Le Lamy Droit Economique », sous la direction de Muriel Chagny : éd. Wolters Kluwer, 2018, collection Lamy Expert, n° 5817 à 5844, pp. 2067-2077. - Mises à jour 2019, n° 5943 à 5970, pp. 2174-2184. - Mises à jour en 2020, n° 6046 à 6073, pp. 2283-2293 ;

-Le régime applicable au crédit immobilier : in ouvrage collectif : « Le Lamy Droit Economique », sous la direction de Muriel Chagny : éd. Wolters Kluwer, 2018, collection Lamy Expert, n° 5845 à 5940, pp. 2078-2112. - Mises à jour 2019, n° 5971 à 6066, pp. 2185-2220. - Mises à jour en 2020, n° 6074 à 6174, pp. 2294-2332 ;

-Le déclin de la banque universelle : illustration en droit français : in ouvrage collectif : « Il tramonto della banca universales ? », sous la direction de Marilena Rispoli Farina et Mario Porzio : Edizioni Scientifiche Italiane, 2017, pp. 227-246 ;

-Quelle utilité pour l'article L. 650-1 du Code de commerce ? : in ouvrage collectif : « Liber amicorum », Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Vallens : éd. Joly, 2017, pp. 81-92 ;

-L'émergence d'un droit répressif pour lutter contre le financement du terrorisme : in ouvrage collectif : « L'hypothèse de la guerre contre le terrorisme. Implications juridiques », sous la direction de Julie Alix et Olivier Cahn : éd. Dalloz, 2017, collection Thèmes et commentaires, pp. 161-172 ;

-Le non bis in idem en droit pénal des affaires : in ouvrage collectif : « Existe-t-il encore un seul non bis in idem aujourd'hui ? », sous la direction de Delphine Brach-Thiel : éd. L'Harmattan, 2017, pp. 131-143 ;

-Financement alternatif relevant des principes de l'économie sociale et solidaire : in ouvrage collectif : « Droit de la finance alternative », sous la direction de Jean-Marc Moulin : éd. Bruylant, 2017, pp. 33-62 ;

-La réforme du crowdfunding en droit français : les aspects de droit bancaire : in ouvrage collectif : « Le crowdfunding ou financement participatif : état des lieux en Europe », sous la direction de Florence N'Diaye : éd. juridiques franco-allemandes, 2016, pp. 23-34 ;

-L'article L. 500-1 du Code monétaire et financier : une peine accessoire sujette à interrogations : in ouvrage collectif : « Liber amicorum », Mélanges en l'honneur du Professeur Didier R. Martin : éd. Lextenso, 2015, pp. 407-426 ;

-La protection pénale des secrets d'affaires : in ouvrage collectif : « La protection des secrets d'affaires : enjeux et perspectives », sous la direction de Emmanuel Py et Jean-Marie Garinot : éd. LexisNexis, 2015, volume 44, pp. 129-147 ;

-L'interrégulation bancaire et financière ou les relations privilégiées entre l'AMF et l'ACPR à travers le pôle commun « Assurance-Banque-Epargne » : in ouvrage collectif : « L'interrégulation », sous la direction de Gabriel Eckert et Jean-Philippe Kovar : éd. L'Harmattan, 2015, pp. 155-163 ;

-Responsabilité des personnes morales : la question du cumul des poursuites : in ouvrage collectif : « La responsabilité pénale de la personne morale. Enjeux et avenir », sous la direction de Delphine Brach-Thiel et Ann Jacobs : éd. L'Harmattan, 2015, pp. 75-90 ;

-La « FATCA » : in ouvrage collectif : « Fraude et évasion fiscales : état des lieux et moyens de lutte », sous la direction de Jérôme Lasserre Capdeville, Philippe Marchessou, Bruno Trescher et Chantal Cutajar : éd. Lextenso, coll. Pratique des affaires, 2015, pp. 61-69 ;

-Le délit de fraude fiscale : in ouvrage collectif : « Fraude et évasion fiscales : état des lieux et moyens de lutte », sous la direction de Jérôme Lasserre Capdeville, Philippe Marchessou, Bruno Trescher et Chantal Cutajar : éd. Lextenso, coll. Pratique des affaires, 2015, pp. 171-192 ;

-Le paiement par l'intermédiaire du compte courant : in ouvrage collectif : « Le paiement », sous la direction de Marc Mignot et Jérôme Lasserre Capdeville : éd. L'Harmattan, 2014, pp. 217-233 ;

-La protection pénale des minorités religieuses : in ouvrage collectif : « Minorités religieuses religions minoritaires dans l'espace public » : éd. Presses universitaires de Strasbourg, 2014, pp. 41-54 ;

-Etude des délits de blanchiment d'argent applicables au Grand-Duché de Luxembourg et dans les principautés de Monaco et d'Andorre : in ouvrage collectif : « Questions de droit pénal international, européen et comparé », Mélanges en l'honneur du Professeur Alain Fournier : éd. Universitaire de Lorraine, 2013, pp. 215-243 ;

-Etude d'un nouveau projet de délit de violation du secret des affaires : in ouvrage collectif : « Variations juridiques et politiques », textes réunis par Yves Strickler : éd. L'Harmattan, 2013, pp. 151-162 ;

-Le droit de rompre un crédit octroyé à une entreprise. Analyse contemporaine de l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier : in ouvrage collectif : « Mélanges AEDBF-France, tome VI », sous la direction de Alain Gourio et Jean-Jacques Daigre : Revue Banque Edition, 2013, pp.313-334 ;

-Le recul de la justiciabilité par la dépenalisation : l'exemple de la lutte contre les chèques sans provision : in ouvrage collectif : « L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit », sous la direction de Virginie Donier et Béatrice Lapérou-Schneider : éd. Bruylant, 2013, pp. 967-975 ;

-L'autorité de contrôle prudentiel : in ouvrage collectif : « Annales de la Régulation, Vol. 3 », sous la direction d'André Delion et Laurent Vidal : Iris éditions, 2013, pp. 245-272. Article écrit en collaboration avec Jean-Philippe Kovar, Professeur à l'Université Paris VIII ;

-Le banquier prêteur responsable : in ouvrage collectif : « Finance et éthique », sous la direction de C. Cutajar, Jérôme Lasserre Capdeville et Michel Storck : collection Axe Droit, éd. Lamy, 2013, pp. 45-56 ;

-Droit pénal et droit des entreprises en difficulté : in ouvrage collectif : « Entreprises en difficulté », sous la direction de Philippe Roussel Galle : éd. LexisNexis, 2012, collection Droit 360°, pp. 793-827 ;

-La responsabilité pénale du banquier dispensateur de crédit : in ouvrage collectif : « Le crédit. Aspects juridiques et économiques », sous la direction de Jérôme Lasserre Capdeville et Michel Storck : éd. Dalloz, 2012, collection Thèmes et commentaires, pp. 25-36 ;

-Le banquier dispensateur de crédit face au risque de discrimination : in ouvrage collectif : « Le crédit. Aspects juridiques et économiques », sous la direction de Jérôme Lasserre Capdeville et Michel Storck : éd. Dalloz, 2012, collection Thèmes et commentaires, pp. 57-66. Article écrit en collaboration avec Laura Mourey, Doctorante à l'Université de Strasbourg ;

-Le bureau de recouvrement des avoirs : in ouvrage collectif : « Garantir que le crime ne paie pas », sous la direction de Chantal Cutajar : Presses Universitaires de Strasbourg, 2010, pp. 264-269 ;

-Le droit du crédit dans le rapport Doing Business : in ouvrage collectif : « Pratique des affaires. Les atouts du droit français », sous la direction de Régis Blazy, Jérôme Lasserre Capdeville et Michel Storck : collection Axe Droit, éd. Lamy, 2010, pp. 17-31 ;

-La médiation du crédit aux entreprises : in ouvrage collectif : « Crise du crédit et entreprises. Les réponses du droit », sous la direction de Jean-Luc Vallens : collection Axe Droit, éd. Lamy, 2010, pp. 231-279 ;

-Propositions de réformes du contenu de l'élément matériel du délit d'escroquerie : in ouvrage collectif : « La réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale. *Opinio doctorum* », sous la direction de Valérie Malabat, Bertrand de Lamy et Muriel Giacopelli : éd. Dalloz, 2009, collection Thèmes et commentaires, pp. 123-134 ;

-Tentative de clarification de la loyauté de la preuve en matière pénale : in ouvrage collectif : « La réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale. *Opinio doctorum* », sous la direction de Valérie Malabat, Bertrand de Lamy et Muriel Giacopelli : éd. Dalloz, 2009, collection Thèmes et commentaires, pp. 247-256. Article écrit en collaboration avec M. Philippe Bonfils, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille ;

-La lutte contre le blanchiment de capitaux en droit monégasque : in ouvrage collectif : « Mélanges AEDBF-France, tome V » : Revue Banque Edition, 2008, pp. 273-292 ;

-Un exemple des insuffisances du droit pénal de l'environnement : la lutte contre les nuisances sonores : in ouvrage collectif : « Sauvegarde de l'environnement et droit pénal », sous la direction de Roselyne Nérac-Croisier : éd. L'Harmattan, 2006, pp. 319-348 ;

-Le droit pénal de l'environnement : un droit encore à l'apparence redoutable et à l'efficacité douteuse : in Ouvrage collectif : « Sauvegarde de l'environnement et droit pénal », sous la direction de Roselyne Nérac-Croisier : éd. L'Harmattan, 2006, pp. 13-71 ;

-Secret bancaire et criminalité économique en droits français, suisse et luxembourgeois : in ouvrage collectif : « La criminalité économique. Ses manifestations, sa prévention et sa répression », sous la direction d'Isabelle Augsburg-Bucheli et Jean-Luc Bacher : éd. L'Harmattan, 2005, pp. 297-308 ;

Code :

-Commentaires des articles du Code monétaire et financier : éd. Dalloz. Commentaires des articles de droit bancaire. Travail réalisé en collaboration avec Michel Storck, Professeur à l'Université de Strasbourg (commentaires des articles de droit des marchés financier).

-1^{ère} édition en 2011 ;

-2^{ème} édition en 2012 ;

-3^{ème} édition en 2013 ;

-4^{ème} édition en 2014 ;

-5^{ème} édition en 2015 ;

-6^{ème} édition en 2016 ;

-7^{ème} édition en 2017 ;

- 8^{ème} édition en 2018 ;
- 9^{ème} édition en 2019 ;
- 10^{ème} édition en 2020.

Articles :

-Le délai de grâce applicable aux crédits aux consommateurs : Revue Lamy Droit Civil février 2021, pp. 52-55 ;

-Crédit à la consommation : l'état du droit régissant la « fiche de dialogue » : Revue de droit bancaire et financier 2021, n° 1, focus 1, pp. 3-4 ;

-L'encadrement juridique du risque de fraude en matière de chèque : Revue de droit bancaire et financier 2021, n° 1, dossier 3, pp. 74-78 ;

-L'avenir de la répression pénale contre certaines fraudes aux instruments de paiement : Revue de droit bancaire et financier 2021, n° 1, dossier 6, pp. 87-91 ;

-La responsabilité du banquier prêteur et le dispositif Pinel : Petites affiches, 27 janvier 2021, n° 19, pp. 9-18 ;

-Responsabilité du banquier prêteur et VEFA : Petites affiches, 26 janvier 2021, n° 18, pp. 7-17 ;

-Crédit immobilier : adoucissement des exigences du HCSF : Semaine juridique, édition entreprise, 14 janvier 2021, n° 2, 24, pp. 9-10 ;

-Le « 3 ou 4 fois sans frais » : un crédit pas comme les autres : Revue de droit bancaire et financier 2020, n° 6, étude 19, pp. 26-28 ;

-Rapport du HCJP sur le secret bancaire : présentations et réflexions personnelles : Semaine juridique, édition entreprise, 3 décembre 2020, n° 49, 1509, pp. 32-40 ;

-L'obtention de pièces justificatives en matière de crédit à la consommation : état des lieux du droit applicable : Lexbase. Hebdo éditions affaires, 3 décembre 2020, n° 657, n° N5361BYM. Article co-écrit avec Ghislain Poissonnier, magistrat ;

-Loi PACTE : mesures intéressant les droits bancaire et financier : Les Petites affiches, 26 novembre 2020, n° 237, pp. 15-23 ;

-La répression pénale des chèques contrefaits, falsifiés ou sans provision : Actualité Juridique Pénal, novembre 2020, n° 11, pp. 496-498 ;

-L'obligation d'explication du banquier prêteur en matière de crédit à la consommation : état du droit dix ans après la loi Lagarde : Actualité Juridique Contrat, novembre 2020, n° 11, pp. 458-462 ;

-Crédit à la consommation : premier bilan du droit applicable 10 ans après la loi Lagarde : Contrats, concurrence et consommation, novembre 2020, étude 15, pp. 6-11 ;

-Un prêt personnel ne saurait être qualifié par le prêteur de crédit renouvelable – Retour sur un avis de la Cour de cassation remarqué : Lexbase. Hebdo éditions affaires, 12 novembre 2020, n° 654, n° N5201BYB ;

-Droit du crédit : le recours à l'année « lombarde » et l'article L. 111-1 du Code de la consommation : Gazette du Palais, 13 octobre 2020, n° 35, pp. 13-15 ;

-Crédit à la consommation : l'interruption du délai de forclusion biennal de l'article R. 312-35 du Code de la consommation : Lexbase. Hebdo éditions affaires, 17 septembre 2020, n° 647, n° N4535BYM ;

-Quelques enseignements résultant du rapport de l'Observatoire de la sécurité des moyens de paiement pour l'année 2019 : Semaine juridique, édition entreprise, 15 octobre 2020, n° 42, 696, pp. 9-10 ;

-L'European Payment initiative (EPI), futur réseau européen de paiement par carte bancaire : Semaine juridique, édition entreprise, 1er octobre 2020, n° 40, 654, pp. 5-6 ;

-La vente à réméré et le risque lié au monopole bancaire : Actualité Juridique Contrat août-septembre 2020, n° 8/9, pp. 376-377 ;

-Contrat de construction de maison individuelle et responsabilité du banquier prêteur : Semaine juridique, édition entreprise, 24 septembre 2020, n° 39, 1358, pp. 33-41 ;

-Covid-19 : retour sur une « évolution » du droit régissant la responsabilité pénale des maires : Actualité Juridique Collectivités Territoriales juillet-août 2020, n° 7/8, pp. 352-355 ;

-Où en sommes-nous de l'entrée en vigueur des dispositions nouvelles relatives à l'authentification forte ? : Semaine juridique, édition entreprise, 3 septembre 2020, n° 36, 567, pp. 6-7 ;

-La fiche précontractuelle d'informations en matière de crédit à la consommation : état du droit dix ans après la loi « Lagarde » : Lexbase. Hebdo éditions affaires, 3 septembre 2020, n° 645, n° N4356BYY ;

-Le mineur et les instruments de paiement : Revue Lamy Droit Civil juillet-août 2020, pp. 43-46 ;

-Le renforcement des droits des « clients fragiles » : Revue de droit bancaire et financier 2020, n° 4, Focus 44, p. 3 ;

-Le délai de réflexion applicable au crédit immobilier : Revue de droit bancaire et financier 2020, n° 4, Étude 10, p. 11-15 ;

-Un usage problématique en droit du chèque : l'avance sur encaissement : Revue de droit bancaire et financier 2020, n° 4, Dossier 25, p. 73-76 ;

-Le renforcement du droit régissant l'identification du bénéficiaire effectif en droit des sociétés : Revue des sociétés, juillet-août 2020, n° 7-8, pp. 399-403 ;

-La modification de la convention de compte de dépôt par le banquier : AJ Contrat, juillet 2020, n° 7, pp. 312-315 ;

-L'effacement d'une inscription au FICP : Banque et droit, mai-juin 2020, n° 191, pp. 12-15 ;

-Covid-19 : les effets de l'encadrement juridique des délais en droit du crédit aux consommateurs : Lexbase. La lettre juridique, 7 mai 2020, n° 823, n° N3188BYQ ;

-L'encadrement juridique de la médiation bancaire : Banque et droit, Hors-série, la médiation bancaire et financière dans tous ses États, mai 2020, pp. 6-11 ;

-L'encadrement juridique de la médiation du crédit aux entreprises : Banque et droit, Hors-série, la médiation bancaire et financière dans tous ses États, mai 2020, pp. 30-33. Contribution rédigée avec les étudiants du Master 2 de droit bancaire et financier de l'Université de Strasbourg ;

-Vers une médiation du crédit aux particuliers ? : Banque et droit, Hors-série, la médiation bancaire et financière dans tous ses États, mai 2020, pp. 42-46 ;

-La saisie-attribution effectuée sur un compte-joint: rappel et clarification des solutions applicables : Lexbase. Hebdo éditions affaires, 23 avril 2020, n° 632, n° N3068BYB ;

-Les Fintechs et les prêts garantis par l'État : Semaine juridique, édition entreprise, 4 juin 2020, n° 23, 373, pp. 6-7 ;

-Prêts garantis par l'État : les premières difficultés : Semaine juridique, édition entreprise, 23 avril 2020, n° 17, 275, pp. 9-10 ;

-Le mineur et le droit bancaire : Droit et patrimoine, avril 2020, n° 301, pp. 37-41 ;

-L'interdiction faite aux entreprises de verser des dividendes pendant la crise sanitaire : Semaine juridique, édition entreprise, 9 avril 2020, n° 15-16, 252, pp. 5-6 ;

-Covid-19. Soutien et aides des banques en faveur des entreprises : Semaine juridique, édition entreprise, 9 avril 2020, n° 15-16, 1165, pp. 56-61 ;

-Soutien et aides des banques en faveur des entreprises dans le contexte du coronavirus: Revue de droit bancaire et financier 2020, n° 2, Étude 4, pp. 25-29 ;

-La preuve des discriminations : le regard du pénaliste : Droit social, avril 2020, n° 4, pp. 338-342 ;

-L'avocat et le secret de l'instruction : état des lieux : Gazette du Palais, 24 mars 2020, n° 12, pp. 14-16 ;

-Présentation du renforcement du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme : Lexbase. Hebdo éditions affaires, 5 mars 2020, n° 626, n° N2465BYX ;

-Autonomie bancaire des époux et responsabilité du banquier : Revue Lamy Droit Civil, février 2020, n° 178, pp. 46-50 ;

-L'encadrement juridique du virement instantané : Revue de droit bancaire et financier 2020, n° 1, étude 1, pp. 15-20 ;

-Le mineur et le crédit : Revue Lamy Droit Civil, janvier 2020, n° 177, pp. 24-27 ;

-Le moment de la vérification du FICP en matière de crédit à la consommation : Revue de droit bancaire et financier 2020, n° 1, Focus, pp. 3-4 ;

-État des lieux de la fraude liée aux moyens de paiement : Gazette du Palais, 5 novembre 2019, n° 38, pp. 13-15 ;

-Majeur protégé et compte bancaire : analyse critique de l'article 427 du Code civil : Revue Lamy Droit Civil, novembre 2019, n° 175, pp. 45-50 ;

-Opérations de paiement à distance : le report de l'authentification forte : Semaine juridique, édition entreprise, 17 octobre 2019, n° 42, 666, pp. 9-10 ;

-Compte courant d'associé et monopole bancaire : l'occasion manquée : Les petites affiches, 7 octobre 2019, n° 200, Le billet du banquier, pp. 4-7 ;

-L'adoption d'une sanction unique aux manquements liés au TEG/TAEG : Semaine juridique, édition entreprise, 12 septembre 2019, n° 37, 574, pp. 9-10 ;

-Les exceptions à la future obligation d'authentification forte : Semaine juridique, édition entreprise, 5 septembre 2019, n° 36, 1410, pp. 39-47 ;

-Délit d'exercice illégal de la profession de banquier : précision sur le délai de prescription : Lexbase. Hebdo édition affaires, 26 septembre 2019, n° 606, n° N0495BYY ;

-Nouvel encadrement légal des sanctions civiles applicables en matière de taux effectif global : Lexbase. Hebdo édition affaires, 5 septembre 2019, n° 604, n° N0196BYW ;

-Spécialisations des avocats : précisions sur les conditions requises : Gazette du Palais, 10 sept. 2019, n° 30, pp. 12-14 ;

-Le prêt bancaire et les vices du consentement : Revue Lamy Droit Civil, juin 2019, n° 171, pp. 46-50 ;

-Le renforcement du prêt inter-entreprises par la loi relative à la croissance et la transformation des entreprises : Revue de droit bancaire et financier 2019, n° 4, Focus 62, pp. 3-4 ;

-La remise en cause du droit régissant les clauses de domiciliation par la loi Pacte : Revue de droit bancaire et financier 2019, n° 4, Étude n° 10, pp. 13-16 ;

-Brexit : incidences sur les contrats de crédit britanniques : Banque et droit, juill.-août 2019, n° 186, pp. 20-24 ;

-Quelques incertitudes juridiques liées au délit de démarchage bancaire ou financier illicite : Lexbase. Hebdo édition affaires, 25 juillet 2019, n° 603, n° N0065BY3 ;

-Banque : la mise en place d'interfaces de programmation : Dalloz IP/IT, juill.-août 2019, n° 7-8, Pratiques, pp. 435-438 ;

-Les nouveaux contentieux : le cas du crédit renouvelable : Les Petites affiches, 30-31 mai 2019, n° 108-109, n° spécial, pp. 3-8 ;

-Les nouveaux contentieux : le cas du crédit gratuit : Les Petites affiches, 30-31 mai 2019, n° 108-109, n° spécial, pp. 20-22 ;

-Les nouveaux contentieux : le cas du PTZ : Les Petites affiches, 30-31 mai 2019, n° 108-109, n° spécial, Les crédits aux consommateurs « spéciaux » : les nouveaux contentieux, sous la direction scientifique de Jérôme Lasserre Capdeville et Nicolas Eréséo, pp. 36-39 ;

-Loi « PACTE » : la réforme de la caisse des dépôts et consignations : Lexbase. La lettre juridique, 23 mai 2019, n° 784, n° N8982BXX ;

-Quels risques avec le service d'initiation de paiement ? : Revue de droit bancaire et financier 2019, n° 3, dossier 29, pp. 76-81 ;

-De quelques mauvaises pratiques de certaines banques à la suite de l'ouverture d'une procédure collective : Gazette du Palais, 28 mai 2019, n° 20, p. 13 ;

-Délit de favoritisme et collectivités territoriales : présentation et illustrations récentes : Actualité Juridique Collectivités territoriales, mai 2019, n° 5, pp. 229-232 ;

-La remise en cause par le projet de loi PACTE de la clause de domiciliation intéressant les contrats de crédit immobilier : Semaine juridique, édition entreprise, 16 mai 2019, n° 20, 323, pp. 5-6 ;

-Le banquier et le financement de panneaux photovoltaïques : synthèse d'une jurisprudence hostile au prêteur : Revue de droit bancaire et financier 2019, n° 2, étude 6, pp. 16-20 ;

-Bilan de la jurisprudence judiciaire en matière « d'emprunts toxiques » : Contrats et marchés publics, mai 2019, n° 5, étude 7, pp. 9-12 ;

-Réflexions à la vue du projet d'ordonnance modifiant la sanction applicable au TEG/TAEG erroné : Semaine juridique, édition entreprise, 11 avril 2019, n° 15, 237, pp. 5-6 ;

-Une évolution notable des services de paiement : l'exigence d'authentification forte : Banque et droit mars-avr. 2019, n° 184, pp. 13-19. Article co-écrit avec Julien Bernardin, directeur de clientèle, Caisse d'Epargne ;

-Les risques juridiques pour le banquier de la location avec option d'achat : Semaine juridique, édition entreprise, 21 mars 2019, n° 12, 1140, pp. 28-36 ;

-Les nouveaux engagements des établissements de crédit à l'égard des frais et commissions : Semaine juridique, édition entreprise, 14 mars 2019, n° 11, 156, pp. 5-6 ;

-Vers la reconnaissance d'un droit au crédit ? : Revue de droit bancaire et financier 2019, n° 1, dossier 9, pp. 99-103 ;

-Le renforcement de la protection des clients de banque « fragiles » : Revue Lamy Droit des Affaires, janvier 2019, n° 144, dossier 38, pp. 46-51 ;

-Le secret bancaire face au droit de la preuve : Revue de droit bancaire et financier 2018, n° 6, dossier 38, pp. 67-70 ;

-La notion d'organe ou de représentant de la personne morale : Actualité Juridique Pénal, décembre 2018, n° 12, pp. 550-553 ;

-De quelques évolutions notables découlant de la loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude : Lexbase Pénal, 20 décembre 2018, n° 11, n° N682BX4 ;

-La répression pénale du financement du terrorisme : analyse contemporaine : Les Petites affiches, 7 novembre 2018, n° 223, pp. 10-15 ;

-Prêt en devise. Synthèse de 18 mois de jurisprudence (janv. 2017-juin 2018) : Semaine juridique, édition entreprise, 27 septembre 2018, n° 39, 1488, pp. 41-46 ;

-Interrogations sur la pratique du minimum forfaitaire d'intérêts débiteurs : Actualité Juridique Contrat, octobre 2018, n° 10, pp. 419-421 ;

-Les « nids à contentieux » du droit du crédit aux consommateurs : Semaine juridique, édition entreprise, 13 septembre 2018, n° 37, 663 ;

-Les sanctions au TEG erroné : revue de la jurisprudence récente : Banque et droit, juillet 2018, Hors-série, Taux d'intérêt et TEG. Questions d'actualité, dossier coordonné par A. Gourio, pp. 24-28 ;

-Le futur encadrement du cash-back en droit français : Revue de droit bancaire et financier 2018, n° 4, Focus, 66 ;

-La fraude aux moyens de paiement : état des lieux : Semaine juridique, édition entreprise, 26 juillet 2018, n° 30, 608, pp. 9-10 ;

-La pratique de l'arrondi du TEG par les banques : une pratique bien fragile selon les banques elles-mêmes... : Petites affiches, 2 août 2018, n° 154, Le billet du banquier, pp. 7-9 ;

-Interrogations à propos des clauses de déchéance du terme en matière de crédit immobilier : Actualité Juridique Contrat, juillet 2018, n° 7, pp. 320-322 ;

-Nouveau décret du 18 avril 2018 à propos de l'identification du bénéficiaire effectif en droit des sociétés : Revue des sociétés, juill.-août 2018, n° 7-8, pp. 423-427 ;

-L'obligation de remettre une « FISE » : Les petites affiches, 1^{er} juin 2018, n° 110, Numéro Spécial, Les nouveaux contentieux en matière de crédit immobilier, sous la direction de Nicolas Eréséo et Jérôme Lasserre Capdeville, pp. 15-19 ;

-Nouveautés concernant l'interdiction du paiement en espèces ou au moyen de monnaie électronique : Petites affiches, 30 mai 2018, n° 108, Le billet du banquier, pp. 5-7 ;

-Encore des insuffisances pratiques en matière de crédit à la consommation ! : Gazette du Palais, 29 mai 2018, n° 19, pp. 5-6 ;

-Évolution du droit intéressant les PSP : extension des exceptions à leur monopole et assouplissement de leurs règles de création : Revue de droit bancaire et financier 2018, n° 2, dossier 10, pp. 77-81 ;

-La détection du délit d'abus de faiblesse par le banquier : Actualité Juridique Pénal, mai 2018, n° 5, pp. 223-226 ;

-L'incrimination générale de blanchiment d'argent précisée par 20 ans de jurisprudence : Lexbase Pénal, 19 avril 2018, n° 4, n° N3705BXI ;

-Instauration d'un plafond eux frais bancaires « pour avis à tiers détenteur » : Petites affiches, 4 avril 2018, n° 68, Le billet du banquier, pp. 4-5 ;

-Le contentieux bancaire lié au FICP : Contrats, concurrence, consommation, 2018, n° 3, Etude n° 4, pp. 6-9 ;

-Le crédit intragroupe : une exception au monopole bancaire aux contours controversés : Actualité Juridique Contrat, octobre 2017, n° 10, pp. 418-421 ;

-La résiliation unilatérale de la convention de compte décidée par la banque : Revue de droit bancaire et financier, 2018, n° 1, Focus, n° 1, pp. 4-5 ;

-Les clauses limitatives de responsabilité et les clauses limitatives de valeurs déposées dans les contrats de coffre-fort : Actualité Juridique Contrat, juillet 2017, n° 7, pp. 327-330 ;

-Les difficultés liées au remboursement du contenu détérioré, détruit ou volé d'un coffre-fort bancaire : Banque et droit, 2018, n° 177, pp. 7-11 ;

-Point de départ du délai de prescription de l'action menée contre le taux conventionnel calculé sur « l'année lombarde » : Petites affiches, 12 février 2018, n° 31, Le billet du banquier, pp. 4-5 ;

-La banque a-t-elle en 2018 des fonctions sociales ? : Semaine juridique, édition Générale, 12 février 2018, n° 7, 193, pp. 330-331. Article écrit en collaboration avec M. Nicolas Théry, président du Crédit Mutuel ;

-Vers un encadrement légal du TEG/TAEG : Semaine juridique, édition entreprise, 1^{er} février 2018, n° 5, 78, pp. 5-6 ;

-L'article L. 650-1 du Code de commerce aujourd'hui : bilan de deux années de jurisprudence (2016-2017) : Bulletin Joly Entreprises en difficulté 2018, n° 1, pp. 71-76 ;

-Les incidences pour le droit bancaire de l'ordonnance relative à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier : Semaine juridique, édition entreprise, 18 janvier 2018, n° 3, 27, pp. 5-6 ;

-L'identification du bénéficiaire effectif en droit des sociétés : Revue des sociétés, janvier 2018, n° 1, pp. 7-13 ;

-Les aspects bancaires de la loi pour la confiance dans la vie politique : Semaine juridique, édition Entreprise, 5 octobre 2017, n° 40, 698, pp. 5-6 ;

-Interrogations autour du recours au "diviseur 360" pour les crédits aux consommateurs : Semaine juridique, édition Entreprise, 21 septembre 2017, n° 38, 1496, pp. 42-49 ;

-L'obligation d'explication du banquier prêteur en matière de crédit aux consommateurs : une nouvelle source de contentieux : Gazette du Palais, 19 septembre 2017, n° 31, pp. 14-17 ;

-Nouvelle réforme des services de paiement : la "DSP 2" est transposée : Semaine juridique, édition générale, 11 septembre 2017, n° 37, 923, pp. 1574-1578 ;

-Nouvelles évolutions du droit au compte : Petites affiches, 18 septembre 2017, n° 186, Le billet du banquier, pp. 7-8 ;

-Les sanctions civiles de la violation du monopole bancaire : état des lieux et propositions : Banque et droit 2017, n° 174, pp. 15-21 ;

-La tolérance de l'erreur du TEG inférieure à une décimale : l'intervention attendue de la CJUE : Petites affiches, 21 août 2017, n° 166, Le billet du banquier, pp. 3-4 ;

-Enfin un encadrement des clauses de domiciliation de revenus en matière de crédit immobilier : Revue de droit bancaire et financier, 2017, n° 4, Focus, n° 41, p. 3 ;

-Les manquements commis par des tiers en matière de crédit à la consommation : Petites affiches, 28 juillet 2017, n° 150, n° spécial, Les grandes tendances du contentieux du crédit à la consommation, sous la direction scientifique de N. Eréséo et J. Lasserre Capdeville, pp. 20-22 ;

-Droit régissant les clauses de domiciliation de revenus en matière de crédit immobilier : présentation et interrogations : Semaine juridique, édition Entreprise, 6 juill. 2017, n° 27, 507 ;

-Opérations de défiscalisation et responsabilité du banquier : Revue de droit bancaire et financier, 2017, n° 3, Dossier, n° 22, pp. 100-105;

-Les incidences en droit du crédit aux consommateurs de la loi n° 2017-203 du 21 février 2017 : Semaine juridique, édition Entreprise, 8 juin 2017, n° 23, 426, pp. 5-6;

-La service de conseil en matière de crédit immobilier : Contrats, concurrence, consommation, 2017, n° 5, Etude n° 6, pp. 8-10;

-Les développements récents du droit sanctionnant le vol : Actualité Juridique Pénal 2017, n° 5, pp. 208-211 ;

-La mobilité bancaire : contenu et premiers effets : Petites affiches, 16 mai 2017, n° 97, pp. 6-11 ;

-Informations secrètes et régulation bancaire : Revue Banque avril 2017, n° 807, p. pp. 91-93;

-Les évolutions résultant de l'ordonnance n° 2016-1808 du 22 décembre 2016 relative à l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base : Semaine juridique, édition Entreprise, 20 avr. 2017, n° 16, 285, pp. 5-6;

-Les problèmes liés à l'adresse IP en matière bancaire : Dalloz IP/IT avril 2017, n° 4, pp. 219-221 ;

-Rapport annuel du SCPC pour l'année 2015 : focus sur la responsabilité pénale des élus locaux et des fonctionnaires territoriaux : Actualité Juridique Collectivités territoriales 2017, n° 3, pp. 147-149;

-Retour sur une jurisprudence attentatoire au monopole bancaire : Revue de droit bancaire et financier, 2017, n° 1, Focus, n° 1, pp. 4-5 ;

-Corruption et trafic d'influence : nouvelles mesures applicables aux sociétés : Actualité Juridique Pénal 2017, n° 2, pp. 64-67 ;

-Les évolutions du droit bancaire résultant de la loi Sapin 2 : Semaine juridique, édition Entreprise, 9 févr. 2017, n° 6-7, 103, pp. 5-6 ;

-Droit du crédit : le régime juridique du taux de période : Semaine juridique, édition entreprise, 19 janvier 2017, n° 3, 1044, pp. 38-45 ;

-Le dépôt bancaire, un dépôt "à part" : Actualité juridique Contrat, 2016, n° 12, pp. 515-518 ;

-La reconnaissance légale de l'obligation de mise en garde par l'ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016 : Contrats, concurrence, consommation, 2016, n° 12, Etude n° 12, pp. 6-8;

-Loi République numérique : évolutions intéressant les services de paiement et la monnaie électronique : Semaine juridique, édition entreprise, 15 décembre 2016, n° 50, 1676, pp. 36-40 ;

-Les frais d'information de la caution doivent-ils être inclus dans le taux effectif global? : Petites affiches, 12 septembre 2016, n° 182, Le billet du banquier, pp. 4-6 ;

-Présentation succincte de la réforme du droit financier : Actualité Juridique Pénal 2016, n° 9, pp. 424-426 ;

-Le renforcement des obligations de formation des prêteurs, des intermédiaires de crédit et des IOBSP suite à la réforme du crédit immobilier : Petites affiches, 23 août 2016, n° 168, pp. 5-14 ;

-Conséquences de la réforme du droit des obligations sur le droit bancaire. Etude prospective : Semaine juridique, édition Entreprise, 21 juill. 2016, n° 29, 1434 ;

-Bilan des réformes en matière de crédit à la consommation intervenues depuis 2010 : Revue de droit bancaire et financier, 2016, n° 4, Focus, n° 51, pp. 3-4. - Contrats, concurrence, consommation, 2016, n° 10, Focus, n° 71, pp. 3-4;

-Le droit des clauses abusives et le contrat de crédit à la consommation : Revue de droit bancaire et financier, 2016, n° 3, dossier, n° 19, pp. 90-94 ;

-La double réforme du droit pénal des crédits aux consommateurs : Actualité Juridique Pénal 2016, n° 5, pp. 251-253 ;

-La réforme du crédit immobilier : une évolution juridique de bon sens! : Semaine juridique, édition générale, 25 avril 2016, n° 17, 517, pp. 875-882 ;

-Le banquier et la lutte contre le blanchiment d'argent : Actualité Juridique Pénal 2016, n° 4, pp. 179-182 ;

-Quel avenir pour les banques universelles en droit français ? : Petites affiches, 3 mai 2016, n° 88, pp. 4-9 ;

-Présentation succincte du mécanisme de surveillance unique : L'Observateur de Bruxelles, avril 2016, n° 104, Larcier, pp. 30-33;

-L'augmentation des commissions bancaires en 2016 : Semaine juridique, édition Entreprise, 25 févr. 2016, n° 8-9, 176 ;

-La limitation du monopole bancaire par la reconnaissance du prêt inter-entreprises : Revue de droit bancaire et financier, 2016, n° 1, Focus, n° 1, pp. 3-4 ;

-Evolution légale de l'interdiction de gérer : Bulletin Joly Entreprises en difficulté 2016, n° 1, pp. 75-76 ;

-TEG erroné et délai de prescription : état du droit et observations : Petites affiches, 28 janvier 2016, n° 20, pp. 6-9 ;

-Vers un prochain réaménagement du seuil au-delà duquel les paiements en espèces sont prohibés ? : Petites affiches, 6 janvier 2016, n° 4, Le billet du banquier, pp. 6-7 ;

-Le renforcement des dispositions facilitant la mobilité bancaire : Semaine juridique, édition entreprise, 5 novembre 2015, n° 45, 823 ;

-La société de financement local : premier bilan après trois années d'existence : Actualité Juridique Collectivité Territoriales 2015, n° 12, pp. 648-650 ;

-Vers une amélioration de la protection du droit au compte : Petites affiches, 22 octobre 2015, n° 211, Le billet du banquier, p. 4 ;

-L'encadrement juridique des commissions d'intervention : Semaine juridique, édition entreprise, 22 octobre 2015, n° 43-44, 1514, pp. 38-43 ;

-Les arrêts Jauleski, Seydoux et Guigan : l'avènement du devoir de mise en garde : Revue de droit bancaire et financier, 2015, n° 5, dossier, n° 47, pp. 84-89 ;

-Analyse de la protection pénale du prêt sur gage : Revue de droit bancaire et financier, 2015, n° 4, Etudes, n° 10, pp. 11-15 ;

-Médiateurs bancaires : évolutions et craintes : Revue de droit bancaire et financier, 2015, n° 4, Focus, n° 30, pp. 3-4 ;

-Les comptes ayant plusieurs titulaires : Journal des sociétés octobre 2015, n° 134, pp. 26-29 ;

-Renforcement des exceptions au droit de payer en espèces : Gazette du Palais, 2 septembre 2015, n° 245, pp. 5-6 ;

-Le banquier prêteur face à l'emprunteur sous tutelle : attention danger ! : Petites affiches, 25 août 2015, n° 169, Le billet du banquier, p. 4 ;

-La (fausse) disparition en droit français des sociétés financières : Revue Lamy Droit des affaires 2015, n° 106, pp. 71-74 ;

-L'évaluation de la solvabilité de l'emprunteur et les devoirs d'explication et de mise en garde à la charge du prêteur : Gazette du palais, 23 août 2015, n° 235, n° spécial sur La future réforme du crédit immobilier en France, sous la direction scientifique de J. Lasserre Capdeville, pp. 7-11 ;

-Deux règles essentielles largement laissées à la liberté des Etats membres : le délai de réflexion et le remboursement anticipé du crédit : Gazette du palais, 23 août 2015, n° 235, n° spécial sur La future réforme du crédit immobilier en France, pp. 15-17 ;

-La conduite et la compétence attendues des prêteurs : Gazette du palais, 23 août 2015, n° 235, n° spécial sur La future réforme du crédit immobilier en France, pp. 20-22 ;

-Un nouveau danger pour les banques : l'escroquerie au président : Petites affiches, 3 juillet 2015, n° 132, pp. 8-9 ;

-Critiques d'une jurisprudence permettant au banquier de se tromper : Gazette du Palais, 10 juin 2015, n° 161, pp. 7-8 ;

-L'encadrement juridique de la clôture du compte en banque et de ses conséquences : Semaine juridique, édition entreprise, 4 juin 2015, n° 23, 1268, pp. 36-44 ;

-Les modifications concernant la personnalisation de la peine : Gazette du Palais, 22 mai 2015, n° 142, pp. 13-15 ;

-La rémunération de la banque par les frais et commissions : Revue de droit bancaire et financier, 2015, n° 2, Dossier n° 17, pp. 64-69. Article écrit en collaboration avec M. Nicolas Eréséo, maître de conférences à l'Université de Strasbourg ;

-L'encadrement juridique du contrat de coffre-fort bancaire : Semaine juridique, édition générale, 30 mars 2015, n° 13, 384, pp. 625-632 ;

-Paiement des dépenses urgentes d'un client défunt et clôture de ses comptes bancaires : évolutions consécutives à la loi du 16 février 2015 : Gazette du Palais, 11 mars 2015, n° 70, pp. 11-13 ;

-La décision du Conseil constitutionnel du 18 mars 2015 : impacts et adaptations envisageables : Actualité Juridique Pénal 2015, n° 4, pp. 182-184 ;

-La confidentialité des promesses de vente de titres : Actes pratiques, janv.-févr. 2015, n° 139, pp. 27-30 ;

-Adaptation du Code monétaire et financier au nouveau mécanisme de surveillance par l'ordonnance n° 2014-1332 du 6 novembre 2014 : Revue de droit bancaire et financier, janv.-févr. 2015, Focus 1, pp. 3-4 ;

-Réflexions sur une proposition de loi cherchant à sanctionner la violation du droit au compte : Gazette du Palais, 11 février 2015, n° 42, pp. 4-6 ;

-Les pouvoirs d'enquête de l'AMF : Actualité Juridique Pénal 2015, n° 2, pp. 67-69 ;

-Une nouvelle catégorie de clients : les personnes en situation de fragilité financière : Banque et droit nov.-déc. 2014, n° 158, pp. 13-16 ;

-Une nouvelle procédure utile en matière de recouvrement : l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires : Gazette du Palais, 6 novembre 2014, n° 310, pp. 9-11 ;

-Sécurisation des contrats de prêts structurés : analyse de la loi du 29 juillet 2014 : Actualité Juridique Collectivités Territoriales 2014, pp. 490-493 ;

-Les incidences sur le monopole bancaire et le monopole des prestataires de services de paiement de l'ordonnance sur le financement participatif : Gazette du Palais, 17 septembre 2014, n° 260, pp. 5-8 ;

-La banque face au risque de condamnation : Semaine juridique, édition générale, 22 sept. 2014, n° 39, 976, pp. 1690-1697 ;

-L'obligation de vigilance du banquier en matière de lutte contre le blanchiment d'argent en droit français : Revue Lamy de droit des affaires 2014, n° 95, pp. 78-81 ;

-Les obligations de déclaration et d'information du banquier en matière de lutte contre le blanchiment d'argent en droit français : Revue Lamy de droit des affaires 2014, n° 95, pp. 87-91 ;

-Interrogations autour de la future évolution du taux de l'intérêt légal : Gazette du Palais, 10 septembre 2014, n° 253, pp. 5-7 ;

-L'encadrement légal des comptes bancaires et des coffres-forts inactifs : étude d'une évolution : Revue de droit bancaire et financier, 2014, n° 4, étude n° 15, pp. 11-17 ;

-NICKEL : le compte sans banque : Revue de droit bancaire et financier, 2014, n° 4, Focus, n° 15, pp. 3-4 ;

-La modification de l'article 220 du Code civil par la loi du 17 mars 2014 : Dalloz 2014, pp. 1606-1609. Article écrit en collaboration avec Estelle Naudin, professeur à l'Université de Strasbourg ;

-L'encadrement de la mobilité bancaire par la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation : Semaine juridique, édition Entreprise, 10 juill. 2014, n° 28-29, 500 ;

-Le banquier complice de banqueroute : analyse contemporaine : Revue Lamy droit des affaires, 2014, n° 94, pp. 77-81 ;

-Vers une véritable remise en cause du secret bancaire suisse ? : Revue Banque, juin 2014, n° 773, pp. 51-52 ;

-Codes de conduite et bonnes pratiques professionnelles : substitut à une morale individuelle et source du droit aux mains des banques : Revue de droit bancaire et financier, 2014, n° 3, Dossier n° 21, pp. 97-101 ;

-Réforme du droit des entreprises en difficulté : l'évolution des sanctions : Bulletin Joly Entreprises en difficulté, mai-juin 2014, pp. 206-207 ;

-Loi relative à la consommation : les aspects de droit du crédit : Gazette du palais, 24 avril 2014, n° 110, n° spécial sur la Présentation de la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation, sous la direction scientifique de N. Rzepecki et J. Lasserre Capdeville, pp. 24-27 ;

-La protection des informations sur le patrimoine par l'article 9 Code civil : Revue Lamy droit civil, 2014, n° 115, pp. 41-45 ;

-La réforme structurelle du secteur bancaire : Semaine juridique, édition Entreprise, 17 avril 2014, n° 16, 289 ;

-Affaire Kerviel : la Cour de cassation se prononce : Revue Banque avril 2014, n° 771, pp. 50-52 ;

-Le Conseil national du crédit et les comités : les articles 24 à 36 de la loi : Banque et droit mars 2014, Hors-série, pp. 32-37 ;

-L'encadrement pénal de la réforme : Banque et droit mars 2014, Hors-série, pp. 50-54. Article écrit en collaboration avec Mme Magalie Nord-Wagner, maître de conférences à l'Université de Strasbourg ;

-Le secret bancaire : Banque et droit mars 2014, Hors-série, pp. 77-81 ;

-Transposition de la directive « CRD IV » : Semaine juridique, édition générale, 2014, n° 10-11, 294, pp. 470-471 ;

-Le secret bancaire : approches française, suisse et luxembourgeoise : Revue de droit bancaire et financier, 2014, n° 1, Table ronde, pp. 99-104. Article écrit avec Mme Aurélia Rappo, avocate à Lausanne et M. Bob Kieffer, enseignant associé à la faculté de droit de Luxembourg ;

-Précisions et interrogations autour de la protection de la clientèle en situation de fragilité financière : Revue de droit bancaire et financier, 2014, n° 1, Focus n° 1, pp. 3-4 ;

-La coopération fiscale avec le Luxembourg : Banque et stratégie 2014, n° 322, pp. 36-37 ;

-Quel est l'état du droit régissant l'entraide fiscale entre la France et la Suisse ? : Banque et droit 2014, n° 153, pp. 9-16 ;

-Accord politique sur la proposition de directive sur les sanctions pénales applicables aux abus de marchés : Bulletin Joly Bourse févr. 2014, Eclairage, pp. 69-70 ;

-Le bitcoin : Semaine juridique, édition Entreprise, 9 janv. 2014, n° 3, 25 ;

-Comment lutter contre les abus des sociétés de recouvrement ? : Revue Lamy de droit des affaires 2013, n° 87, pp. 71-76 ;

-L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et la lutte contre le blanchiment d'argent : Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, Supplément à la Semaine juridique, édition Entreprise, 2013, n° 51/52, 39, pp. 16-19 ;

-Le chèque sans provision en France (1992-2013) : Semaine juridique, édition générale, 2013, n° 51, 1358, pp. 2343-2350 ;

-Rapport annuel de l'ACP 2012 : Revue de droit bancaire et financier, 2013, n° 5, Etudes n° 22, pp. 12-13 ;

-Intérêt et usure : des concepts confrontés à des objectifs contradictoires : Revue de droit bancaire et financier, 2013, n° 5, dossier n° 45, pp. 76-80 ;

-Présentation de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires : introduction générale : Petites affiches, 27 septembre 2013, n° 194, pp. 4-5. N° spécial rédigé sous la direction scientifique de J. Lasserre Capdeville ;

-Evolutions en matière de lutte contre les paradis fiscaux et le blanchiment des capitaux : Petites affiches, 27 septembre 2013, n° 194, pp. 21-27 ;

-Nouvelles dérogations au secret bancaire : Petites affiches, 27 septembre 2013, n° 194, pp. 55-56 ;

-Le renforcement du droit au compte et aux services bancaires de base : Petites affiches, 27 septembre 2013, n° 194, pp. 74-77 ;

-Evolution concernant le paiement des frais funéraires : Petites affiches, 27 septembre 2013, n° 194, pp. 78-79 ;

-Loi de séparation et de régulation des activités bancaires et emprunts des collectivités territoriales : AJ Collectivités territoriales 2013, n° 9, pp. 372-374 ;

-Séparation et régulation des activités bancaires. Une avancée du droit : Semaine juridique, édition générale, 2013, n° 36, 925, pp. 1587-1594 ;

-Second rapport du Comité de suivi de la réforme de l'usure : Revue de droit bancaire et financier, 2013, n° 4, dossier n° 14, pp. 9-10 ;

-La protection du consommateur-emprunteur par l'encadrement légal du taux d'intérêt : Banque et droit, 2013, n° 150, pp. 8-25 ;

-Le délai de prescription applicable à l'action formée contre un taux effectif global non mentionné par écrit ou erroné : Gazette du Palais, 26 juin 2013, n° 177, pp. 5-8 ;

-Les opérations de crédit en ligne : présentation générale : Banque et droit, hors-série, juin 2013, N° spécial « Quel droit pour le développement de la banque en ligne ? », pp. 27-31 ;

-Le devoir d'information comme moyen de protection des investisseurs en France : Revue Lamy droit des affaires, 2013, n° 82, pp. 74-80 ;

-Les investisseurs face aux produits financiers complexes : Revue Lamy droit des affaires, 2013, n° 82, pp. 92-97. Article écrit en collaboration avec Michel Storck, professeur à l'Université de Strasbourg ;

-L'ouverture d'un compte bancaire pour un majeur protégé : Revue de droit bancaire et financier, 2013, n° 3, dossier n° 24, pp. 87-90. Article écrit en collaboration avec M. Gilles Raoul-Cormeil, maître de conférences à l'Université de Caen ;

-Le fonctionnement du compte d'un majeur protégé : Revue de droit bancaire et financier, 2013, n° 3, dossier n° 25, pp. 90-93. Article écrit en collaboration avec M. Gilles Raoul-Cormeil, maître de conférences à l'Université de Caen ;

-Le droit de regard sur les comptes d'un majeur protégé : Revue de droit bancaire et financier, 2013, n° 3, dossier n° 26, pp. 94-96. Article écrit en collaboration avec M. Gilles Raoul-Cormeil, maître de conférences à l'Université de Caen ;

-Rapport d'activité de la médiation du crédit aux entreprises au 31 décembre 2012 : Revue de droit bancaire et financier, 2013, n° 3, Focus, n° 3, pp. 3-4 ;

-Vers la reconnaissance légale de l'utilisation par l'administration fiscale de fichiers volés : Gazette du palais, 5 juin 2013, n° 156, pp. 4-7 ;

-Le projet de renforcement du délit de pantouflage : Actualité juridique Collectivités territoriales, 2013, n° 5, pp. 216-217 ;

-Le risque de discrimination dans le cadre de l'exercice du droit de préemption : Actualité juridique Collectivités territoriales, 2013, n° 5, pp. 235-236 ;

-La répression de la fabrication et du trafic de fausse monnaie : Revue Lamy droit des affaires, 2013, n° 81, pp. 78-84 ;

-Les incidences en droit pénal financier de la reconnaissance du délit de violation du secret des affaires : Bulletin Joly Bourse, avril 2013, pp. 207-211, § 79 ;

-Le renforcement des pouvoirs de l'AMF dans le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires : Bulletin Joly Bourse, avril 2013, pp. 164-165, § 70 ;

-La réforme de la monnaie électronique en droit français. Un nouveau droit pour un réel essor ? : Semaine juridique, édition générale, 2013, n° 10, 278, p. 489 ;

-« **Prêts toxiques** » : **le devoir de mise en garde au secours des collectivités territoriales ?** : Revue de droit bancaire et financier, 2013, n° 1, études, n° 1, pp. 10-13 ;

-**La proposition de loi Carayon : la reconnaissance légale du secret des affaires** : Légicom 2013/1, n° 49, pp. 55-63 ;

-**Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires : premier propos** : Dalloz 2013, entretien, p. 296 ;

-**La banque publique d'investissement : présentation générale** : Bulletin Joly Bourse, 2013, n° 2, pp. 68-69, § 27 ;

-**La responsabilité pénale des collectivités territoriales** : Actualité juridique Collectivités territoriales, 2013, n° 1, pp. 38-41 ;

-**Rapport sur l'impact de la réforme "Lagarde"** : Revue de droit bancaire et financier, 2012, n° 6, Focus, pp. 3-14 ;

-**L'indépendance des autorités de régulation financière à l'égard des opérateurs régulés** : Revue française d'administration publique, 2012, n° 143, pp. 667-676 ;

-**Le délit de manipulation de cours : 20 ans d'évolutions légales et de précisions jurisprudentielles** : Bulletin Joly Bourse, décembre 2012, pp. 560-564, § 224 ;

-**Le contentieux des OVS devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation** : Concurrences, n° 4-2012, pp. 208-212 ;

-**Nouvelles précisions réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment d'argent** : Petites affiches, 22 novembre 2012, n° 234, pp. 3-8 ;

-**Les évolutions jurisprudentielles du droit applicable au taux effectif global** : Petites affiches, 9 novembre 2012, n° 225, pp. 10-12. N° spécial portant sur « Les évolutions actuelles du droit bancaire » rédigé sous la direction scientifique de J. Lasserre Capdeville et R. Routier ;

-**Union bancaire. Vers un bouleversement de la supervision bancaire** : Revue Banque, 2012, n° 752, pp. 50-53. Article écrit en collaboration avec M. Jean-Philippe Kovar, professeur de droit public ;

-**Le banquier face au délit d'abus de faiblesse** : Revue de droit bancaire et financier, 2012, n° 5, études, n° 24, pp. 13-17 ;

-**Rapport 2011 de l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement** : Revue de droit bancaire et financier, 2012, n° 5, Focus, n° 19, pp. 3-4 ;

-**L'évolution du droit concernant les créanciers financiers : l'influence du droit économique ?** : Les Dossiers de la RIDE, 2012, n° 5, pp. 47-58 ;

-Le droit régissant le paiement par Internet en France : Revue Lamy droit des affaires, 2012, n° 73, pp. 84-87 ;

-Le droit régissant le paiement par monnaie électronique en France : Revue Lamy droit des affaires, 2012, n° 73, pp. 93-97 ;

-Propositions de la Commission européenne pour lutter contre la manipulation des taux interbancaires : Bulletin Joly Bourse, 2012, n° 10, pp. 396-397, § 191 ;

-Remarques sur « des principes communs pour les autorités administrative dotées d'attributions répressives » : Bulletin Joly Bourse, 2012, n° 9, pp. 330-334, § 342 ;

-Monnaie électronique : un retard de transposition problématique : D. 2012, entretien, p. 1728 ;

-Peines planchers : état des lieux cinq ans après : Actualité juridique Pénal, 2012, n° 7-8, pp. 398-401 ;

-Précisions utiles sur les sanctions pénales encoures en matière de législation locale de travail : Revue de droit local, juin 2012, n° 65, pp. 18-20 ;

-L'indépendance des autorités de régulation financière : Revue de droit bancaire et financier, 2012, n° 3, études, n° 10, pp. 15-20. Article écrit en collaboration avec M. Jean-Philippe Kovar, professeur de droit public ;

-Rapport Pauget et Constans : l'avenir des moyens de paiement en France : Revue de droit bancaire et financier, 2012, n° 3, Focus, n° 13, pp. 3-4 ;

-Le délit de violation du secret professionnel des commissaires aux comptes : une infraction aux contours imprécis : Lamy Droit pénal des affaires, mai 2012, n° 117, pp. 1-8 ;

-Aggravation des sanctions du délit de communication d'une information privilégiée par la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 : Bulletin Joly Bourse, 2012, n° 6, pp. 244-245, § 112 ;

-Intermédiaires en opérations de banque et en services de paiement : adoption des décrets attendus : Revue de droit bancaire et financier, 2012, n° 2, études, n° 5, pp. 14-16 ;

-Propositions doctrinales pour lutter contre l'atteinte au principe non bis in idem en matière financière : Dalloz, 2012, chronique, pp. 693-699. Article écrit en collaboration avec Mme Corinne Mascala et M. Sébastien Neuville, professeurs à l'université de Toulouse ;

-Crédits consentis aux collectivités locales : quelle action contre les banques ? : Actualité Juridique Collectivités territoriales, 2012, pp. 73-76 ;

-La commune prêteuse : le cas des caisses de crédit municipal : Actualité Juridique Collectivités territoriales, 2012, pp. 81-83. Article écrit en collaboration avec M. Gérard Fischer, directeur de la caisse de crédit municipal de Strasbourg ;

-Le délit de concussion : Actualité Juridique Collectivités territoriales, 2012, pp. 30-33 ;

-La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : présentation et interrogations juridiques : Gazette du Palais, 30 décembre 2011, n° 364, pp. 5-13 ;

-La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : la parole est au condamné : Gazette du Palais, 30 décembre 2011, n° 364, pp. 23-24. Article écrit en collaboration avec Eve Boccara, rédactrice en chef de la Gazette du Palais ;

-Proposition de directive relative aux sanctions pénales applicables aux opérations d'initiés et aux manipulations de marchés : Bulletin Joly Bourse, 2012, n° 1, pp. 9-10, § 5 ;

-Le compte de dépôt et la finance islamique : Revue de droit bancaire et financier, 2011, n° 6, études, n° 33, pp. 9-12. Article écrit en collaboration avec M. Sâmî Hazoug, Chargé d'enseignement à l'EM de Strasbourg ;

-Présentation du décret du 16 août 2011 relatif aux pouvoirs de sanction de l'AMF et à la procédure de composition administrative : Bulletin Joly Bourse, 2011, n° 11, pp. 578-582, § 309 ;

-Le délit de violation du secret de fabrique : Actualité Juridique Pénal, 2011, n° 10, pp. 459-461 ;

-Quelle utilité aux délits prévus par l'article L. 511-8 du Code monétaire et financier ? : Banque et droit, 2011, n° 139, pp. 9-15 ;

-QPC et droit bancaire : Petites affiches, 29 septembre 2011, n° 194, pp. 61-64 ;

-Le délit de pantouflage : Actualité Juridique Collectivités territoriales, 2011, pp. 395-397 ;

-La convergence du droit régissant l'Autorité des marchés financiers et l'Autorité de contrôle prudentiel : Revue de droit bancaire et financier, 2011, n° 4, Dossier, n° 20, pp. 57-61 ;

-Les modifications des délits de corruption et de trafic d'influence par la loi de simplification du droit du 17 mai 2011 : Lamy Droit pénal des affaires, juillet 2011, n° 108, pp. 9-11 ;

-L'extension légale du droit au compte par la loi de simplification du droit du 17 mai 2011 : Petites affiches, 2011, n° 144, pp. 17-19 ;

-Les réactions au problème « too big to fail » : le renforcement des règles prudentielles en droit français : Revue Lamy droit des affaires, 2011, n° 61, pp. 109-113 ;

-La prise illégale d'intérêts: un délit au champ d'application élargi : Actualité Juridique Collectivités territoriales, 2011, pp. 344-347 ;

-Description succincte de la réforme de la garde à vue : Gazette du Palais, 6 juillet 2011, n° 187, pp. 5-11 ;

-Le délit d'obstacle au contrôle de l'ACP : Revue de droit bancaire et financier, 2011, n° 3, études, n° 19, pp. 9-13 ;

-Le système européen de surveillance financière : Europe, 2011, n° 6, pp. 4-9. Article écrit en collaboration avec M. Francesco Martucci, Professeur à l'Université de Strasbourg, et M. Jean-Philippe Kovar, Professeur à l'Université de Paris VIII ;

-Une sanction susceptible de disparaître : la peine accessoire de l'article L. 231-6 alinéa 1 du Code monétaire et financier : Bulletin Joly Bourse, 2011, n° 5, éclairage, pp. 304-305 ;

-Les principes de la finance islamique : présentation et illustration : Revue de droit bancaire et financier, 2011, n° 2, études, n° 13, pp. 24-26 ;

-EIRL : adaptation des sanctions : Revue des procédures collectives, 2011, n° 2, dossier, pp. 91-92 ;

-Point de départ du délai de prescription de l'ABS et QPC : Bulletin Joly Sociétés, 2011, n° 4, éclairage, pp. 286-287 ;

-L'EIRL et le délit de banqueroute : mea culpa et article-balai : Petites affiches, 2011, n° 53, pp. 8-9 ;

-Le délit d'initié : une infraction modelée par les juges : Actualité Juridique Pénal, 2011, n° 2, pp. 58-60 ;

-La contestation des opérations de paiement non autorisées : Revue de droit bancaire et financier, 2011, n° 1, dossier, n° 6, pp. 109-113 ;

-Un oubli regrettable de l'ordonnance sur l'EIRL : l'adaptation du délit de banqueroute : Petites affiches, 2011, n° 12, pp. 3-4 ;

-Les modifications de l'interdiction bancaire par l'ordonnance sur l'EIRL : Petites affiches, 2010, n° 256, pp. 4-6 ;

-Panorama général de la loi de régulation bancaire et financière : Petites affiches, 2010, n° 250, pp. 3-11. Article écrit en collaboration avec Michel Storck, Professeur à l'Université de Strasbourg. N° spécial rédigé sous la direction scientifique de J. Lasserre Capdeville et M. Storck ;

-Modifications de la procédure de sanction de l'autorité des marchés financiers : Petites affiches, 2010, n° 250, pp. 15-17. Article écrit en collaboration avec les étudiants du Master 2 Droit de l'économie et de la régulation en Europe de l'IEP de Strasbourg (promotion 2010/2011) ;

-Modifications de l'Autorité de contrôle prudentiel par la loi de régulation bancaire et financière : Petites affiches, 2010, n° 250, pp. 33-36. Article écrit en collaboration avec les étudiants du Master 2 Droit bancaire et financier de la faculté de droit de Strasbourg (promotion 2010/2011) ;

-La loi de régulation bancaire et financière et la tarification bancaire : Petites affiches, 2010, n° 250, pp. 44-46 ;

-De la nécessité de réformer l'article L. 654-6 du Code de commerce : Petites affiches 2010, n° 246, p. 3 ;

-Présentation générale de la loi de régulation bancaire et financière : Petites affiches, 2010, n° 211, pp. 3-7 ;

-Les évolutions de la procédure de sanction de l'AMF prévues par le projet de loi de régulation bancaire et financière : Bulletin Joly Bourse, 2010, n° 6, éclairage, pp. 452-453 ;

-Aspects pénaux de la réforme du crédit à la consommation : Actualité Juridique Pénal, 2010, n° 9, pp. 385-387 ;

-Le droit de la facilité de caisse : Banque et droit, 2011, n° 135, pp. 21-25 et n° 136, pp. 16-21 ;

-La responsabilité des autorités de régulation bancaire et financière : l'AMF et l'ACP : Article écrit en collaboration avec Jean-Philippe Kovar, Professeur à l'Université Paris VIII, Revue Lamy Droit des affaires, 2010, n° 53, pp. 50-55 ;

-Secret bancaire suisse et entraide internationale : Euredia, Revue européenne de droit bancaire et financier, 2010, n° 3, pp. 337-360 ;

-La Commission bancaire face à l'article 6 de la CEDH : Revue de droit bancaire et financier, 2010, n° 3, pp. 86-89 ;

-Le secret bancaire face au juge pénal en droit français : Revue Lamy droit des affaires, 2010, n° 49, pp. 64-68 ;

-Le secret bancaire face au juge pénal en droit suisse : Revue Lamy droit des affaires, 2010, n° 49, pp. 68-71 ;

-Médiation du crédit et soutien abusif : Gazette du Palais, 5 mars 2010, n° 64, pp. 23-24 ;

-Et si la médiation du crédit échoue ? Interrogations juridiques : Gazette du Palais, 5 mars 2010, n° 64, pp. 19-21 ;

- Le risque pénal du compte courant d'associé** : Bulletin Joly Société, 2010, pp. 610-611, § 126 ;
- Existe-t-il un droit de payer par carte bancaire ou par chèque ?** : Semaine juridique, édition Entreprise et affaires, 2010, 1690 ;
- Propositions de l'AMAFI à l'égard du pouvoir de sanction de l'autorité des marchés financiers** : Bulletin Joly Bourse 2010, pp. 270-273. Article écrit en collaboration avec les étudiants du Master 2 Droit de l'économie et de la régulation en Europe de l'IEP de Strasbourg (promotion 2009/2010) ;
- La finance islamique : une finance douteuse ?** : Revue de droit bancaire et financier, 2009, n° 5, pp. 19-23 ; Finance Islamique : Mazars, 2011, pp. 172-183 ;
- La communication à distance des données figurant sur une carte bancaire vaut-elle mandat de payer ?** : La lettre Omnidroit, 29 juillet 2009, p. 2 ; Dalloz, 2009, Point de vue, pp. 2373-2374 ;
- Le secret bancaire en 2009 : un principe en voie de disparition ?** : Actualité Juridique Pénal, 2009, n° 4, pp. 165-168 ;
- La faillite personnelle et les sanctions dans la réforme du droit des entreprises en difficulté** : Revue Lamy droit des affaires, 2009, n° 39, pp. 84-88 ;
- La responsabilité pénale des autorités de régulation financière** : Revue de droit bancaire et financier, 2009, n° 2, pp. 26-28 ;
- Les apports en droit pénal de l'ordonnance du 18 décembre 2008 portant réforme du droit des entreprises en difficulté** : Actualité Juridique Pénal, 2009, n° 9, pp. 351-353 ;
- Le contentieux autour des mentions du chèque** : Banque et droit, 2009, n° 124, pp. 3-12 ;
- La réforme du droit de la prescription. Les causes d'interruption et de suspension** : Petites affiches, 2009, n° 66, pp. 12-18. Article écrit en collaboration avec Estelle Naudin, Professeur à l'Université Robert Schuman de Strasbourg ;
- Le délit de communication d'une information privilégiée : vingt ans après** : Bulletin Joly Bourse, 2009, n° 1, pp. 69-76, § 11 ;
- La substitution du délit de pratiques commerciales trompeuses au délit de publicité fautive ou de nature à induire en erreur** : Petites affiches, 2008, n° 234, pp. 8-14 ;
- Le prêt usuraire** : Revue Lamy droit des affaires, 2008, n° 31, pp. 98-102 ;
- Le testing** : Actualité Juridique Pénal, 2008, n° 7-8, pp. 310-313 ;
- Le compte en banque du mineur** : Revue de droit bancaire et financier, 2008, n° 2, pp. 11-18 ;

- Vers un rétrécissement du droit de payer en espèces ?** : Banque et droit, 2008, n° 118, pp. 6-11 ;
- Le secret bancaire en 2007** : Lamy Droit des affaires, 2008, n° 24, pp. 101-105 ;
- L'information en matière de chèque** : Banque et droit, 2007, n° 116, pp. 3-18 ;
- L'obligation de sécurité du banquier** : Banque et droit, 2007, n° 114, pp. 7-13 ;
- Le banquier dispensateur de crédit face au principe de proportionnalité** : Banque et droit, 2007, n° 113, pp. 25-36 ;
- L'évolution des obligations du banquier en matière de lutte contre le blanchiment d'argent du fait de l'adoption de la directive du 26 octobre 2005** : Actualité Juridique Pénal, 2006, n° 11, pp. 429-433 ;
- L'extension aux avocats du régime préventif de lutte contre le blanchiment d'argent** : Actualité Juridique Pénal, 2006, n° 11, pp. 434-436 ;
- Les systèmes de règlements interbancaires** : Lamy Droit des affaires, 2006, n° 10, pp. 92-97 ;
- Les droits de la défense : nouvelle cause prétorienne d'irresponsabilité pénale** : Revue pénitentiaire et de droit pénal, 2006, n° 3, pp. 537-554 ;
- Le développement jurisprudentiel de l'obligation de mise en garde du banquier** : Banque et droit, 2006, n° 107, pp. 17-27. Article écrit en collaboration avec Nicole Bourdallé, professeur à l'E.S.C. de Pau ;
- Le juge pénal, le voyant et le guérisseur** : Revue de recherche juridique (Droit prospectif), 2006, n° 2, pp. 921-940 ;
- La notion moderne de publicité fautive ou de nature à induire en erreur** : Revue de recherche juridique (Droit prospectif), 2005, n° 3, pp. 1537-1559 ;
- La répression de la fraude à la carte bancaire : état des lieux** : Banque et droit, 2005, n° 102, pp. 26-35 ;
- Que reste-t-il au XXIème siècle du devoir de non-ingérence du banquier ?** : Banque et droit, 2005, n° 101, pp. 11-19 ;
- Secret bancaire et obligation de dénonciation du banquier en droits français et suisse** : Revue de sciences criminelles et de droit pénal comparé, 2005, n° 2, pp. 11-19 ;
- L'appréciation du rapport d'autorité en matière de responsabilité du fait d'autrui** : Revue de recherche juridique (Droit prospectif), 2005, n° 2, pp. 685-705.
- Les éclaircissements jurisprudentiels de l'opposition en matière de chèque** : Banque et droit, 2004, n° 99, pp. 3-11 ;

Etudes encyclopédiques :

Fascicules JurisClasseur :

-Établissements bancaires et droit local : JurisClasseur, Alsace-Moselle, fascicule 550, 2021 ;

-Discriminations par personne exerçant une fonction publique : JurisClasseur, Pénal Code, art. 432-7, fascicule 20, 2013 ;

-Discriminations : Juris-Classeur, Pénal Code, art. 225-1 à 225-4, fascicule 20, 2011 ;

-Pharmacie. La pharmacie de détail : l'officine : Juris-Classeur, Pénal Annexes, fascicule 60, 2010 ;

-La Commission bancaire et la supervision des établissements de crédit, de groupes et des conglomérats financiers : Juris-Classeur, Banque-Crédit-Bourse, 2009 ;

-Substances et préparations vénéneuses. Médicaments ou produits assimilés : Juris-Classeur, Pénal Annexes, fascicule 3, 2007 ;

-Substances et préparations vénéneuses. Substances et préparations autres que des médicaments ou produits assimilés : Juris-Classeur, Pénal Annexes, fascicule 2, 2007 ;

-Pharmacie. Médicament et monopole pharmaceutique. Exercice illégal de la pharmacie : Juris-Classeur, Pénal Annexes, fascicule 35, 2007.

E-fascicules Juris-Classeur :

-Crédit. Généralités et crédits aux entreprises : Juris-Classeur Banque Crédit Bourse, 2009 ;

-Pharmacie : Juris-Classeur Lois pénales spéciales, 2009 ;

-Financier : Juris-Classeur Pénal des affaires, 2009 ;

-Financier : Juris-Classeur Lois pénales spéciales, 2009.

Fiches pratiques :

-Bénéficiaire de la garantie de l'État prévue pour les prêts aux entreprises dans le contexte du Covid-19 : Fiche pratique, LexisNexis, n° 4391 ;

-Bénéficiaire du dispositif de la médiation du crédit aux entreprises : Fiche pratique, LexisNexis, n° 4401 ;

Etude Dalloz :

-**Banque** : Répertoire pénal Dalloz, 2018.

-**Substances nuisibles (Administrations de)** : Répertoire pénal Dalloz, 2013.

-**Favoritisme (Marchés publics)** : Répertoire pénal Dalloz, 2010.

Fascicules Juridictionnaire Joly Sociétés :

-**Les comptes courants d'associés** : Juri-dictionnaire Joly Sociétés, 2008 ;

-**La société en nom collectif** : Juri-dictionnaire Joly Sociétés, 2008, en association avec Th. de Ravel d'Esclapon, doctorant à l'Université de Strasbourg.

Notes de jurisprudence :

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 6 janvier 2021**. *Année lombarde, TEG et taux de période* : Semaine juridique, édition entreprise, 2021, n° 12, 1167, pp. 36-39 ;

-Note de jurisprudence sous **ACPR, 24 décembre 2020**. *Lutte contre le blanchiment d'argent* : Lexbase, Hebdo édition affaires, 11 mars 2021, n° 668, n° N6728BYT ;

-Note de jurisprudence sous **CE, 27 novembre 2020**. *Octroi fautif d'une aide publique* : Bull. Joly entreprises en difficulté, mars-avril 2021, pp. 51-54 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 25 novembre 2020**. *Élément moral du délit de banqueroute* : Bull. Joly entreprises en difficulté, janvier-février 2021, pp. 46-49 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 12 novembre 2020**. *Preuve et services de paiement* : Gazette du palais, 19 janvier 2021, n° 3, pp. 16-18 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Pau, 5 novembre 2020**. *Obligations du banquier teneur de compte* : Semaine juridique, édition entreprise, 2021, n° 7, 1100, pp. 41-43 ;

-Note de jurisprudence sous **CJUE., 15 octobre 2020**. *Clauses de domiciliation* : Semaine juridique, édition générale, 2020, n° 50, 1394, pp. 2229-2231 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 7 octobre 2020 (deux décisions)**. *Cautionnement* : Bull. Joly société, janvier 2021, pp. 61-64 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 23 septembre 2020 (deux décisions)**. *Portée de l'article L. 650-1 du Code de commerce* : Gazette du Palais, 12 janvier 2021, n° 2, pp. 57-59 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 9 septembre 2020**. *Année « lombarde » et clause abusive* : Dalloz 2020, jurispr. pp. 2219-2222 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 8 juillet 2020**. *Banqueroute et constitution de partie civile* : Bull. Joly entreprises en difficulté, septembre-octobre 2020, pp. 43-46 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 1^{er} juillet 2020**. *Devoir de mise en garde* : Petites affiches, 12 janvier 2021, n° 8, pp. 18-22 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 10 juin 2020**. *TEG erroné et sanction applicable* : Gazette du palais, 28 juillet 2020, n° 28, pp. 23-25 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, avis, 10 juin 2020**. *Avis et droit du taux d'intérêt* : Semaine juridique, édition entreprise, 2020, n° 28, 1280, pp. 38-42 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Orléans, 4 juin 2020**. *Octroi de crédit par une association* : Les Petites affiches, 9 février 2021, n° 28, pp. 13-19 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 25 mars 2020**. *Crédit et taux négatifs* : Dalloz 2020 pp. 1501-1505 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 18 mars 2020**. *Banqueroute et rémunération excessive* : Bull. Joly entreprises en difficulté, juillet-août 2020, pp. 31-34 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 18 mars 2020**. *Banqueroute et peine complémentaire* : Bull. Joly entreprises en difficulté, juillet-août 2020, pp. 29-31 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 11 mars 2020**. *Prescriptions applicables au crédit immobilier* : Gazette du palais, 9 juin 2020, n° 21, pp. 26-28 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 11 mars 2020**. *Année « lombarde »* : Dalloz 2020, jurispr. pp. 859-863 ;

-Note de jurisprudence sous **T. corr. Paris, 26 février 2020**. *Pratiques commerciales trompeuses* : Gazette du palais, 2 juin 2020, n° 20, pp. 30-33 ;

-Note de jurisprudence sous **T. com. Nanterre, 26 février 2020**. *Prêt de bitcoins* : Lexbase, Hebdo édition affaires, 19 mars 2020, n° 628, n° N2664BYC ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 5 février 2020 (deux décisions)**. *Taux de période* : Actualité juridique Contrat, mars 2020, pp. 145-147 ;

-Note de jurisprudence sous **ACPR, 4 février 2020**. *Établissement de paiement* : Lexbase, Le lettre juridique, 12 mars 2020, n° 816, n° N2546BYX ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 15 janvier 2020**. *Exercice illégal de la profession de banquier* : Semaine juridique, édition entreprise, 2020, n° 11, 1115, pp. 52-54 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 8 janvier 2020**. *Interdiction de gérer* : Bull. Joly entreprises en difficulté, mars-avril 2020, pp. 52-53 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 27 novembre 2019**. *Chèque juxtaposant le nom de deux bénéficiaires* : Semaine juridique, édition générale, 2020, n° 5, 134, pp. 234-236 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 27 novembre 2019**. *Année lombarde* : Semaine juridique, édition entreprise, 2020, n° 1-2, 1003, pp. 40-43 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Nancy, 31 octobre 2019**. *Bonne foi et rupture des négociations* : Gazette du palais, 17 décembre 2019, n° 44, pp. 21-23 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 24 octobre 2019**. *Prêts en devise* : Dalloz 2020, jurispr. pp. 135-139 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 25 septembre 2019**. *Vigilance en matière de chèque* : Lexbase, Hebdo édition affaires, 24 octobre 2019, n° 611, n° N0858BYG ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 11 septembre 2019**. *Blanchiment* : AJ Pénal, octobre 2019, n° 10, pp. 498-500 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 11 septembre 2019**. *Blanchiment* : Petites affiches, 12 décembre 2019, n° 250, pp. 8-13 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 14 juillet 2019**. « *Diviseur 360* » : Gazette du palais, 3 sept. 2019, n° 29, pp. 19-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 15 mai 2019**. *Secret bancaire* : Semaine juridique, édition entreprise, 2019, n° 40, 1443, pp. 42-44 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 17 avril 2019**. *Mise en garde et regroupement de crédits* : Dalloz 2019 pp. 1380-1383 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 13 mars 2019**. *Bénéficiaire économique d'une fondation* : Revue des sociétés, déc. 2019, n° 12, pp. 770-772 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 13 mars 2019**. *Prêts en devise* : Semaine juridique, édition entreprise, 2019, n° 38, 1425, pp. 29-34 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 20 février 2019**. *Prêts en devise* : Semaine juridique, édition entreprise, 2019, n° 20, 1260, pp. 43-48 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 16 janvier 2019**. *Chèque* : Gazette du palais, 12 mars 2019, n° 10, pp. 18-20 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 6 décembre 2018**. *Majeur protégés et compte en banque* : Gazette du palais, 22 janvier 2019, n° 3, pp. 18-20 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 5 décembre 2018**. *Opposition au paiement d'un chèque* : Semaine juridique, édition générale, 2019, n° 6, 143, pp. 262-264 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 21 novembre 2018**. *Mainlevée de l'opposition en matière de chèque* : Dalloz 2019 pp. 471-474 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 10 octobre 2018**. *Clause de déchéance du terme* : Dalloz 2019, jurispr. pp. 57-60 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 3 octobre 2018**. *Phishing* : Les Petites affiches, 27 décembre 2018, n° 259, pp. 10-14 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Toulouse, 3 octobre 2018**. *Cession Dailly* : Gazette du palais, 27 novembre 2018, n° 41, pp. 22-24 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 24 septembre 2018**. *Pratiques commerciales trompeuses* : Gazette du palais, 18 décembre 2018, n° 44, pp. 16-18 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 19 septembre 2018**. *Article L. 650-1* : Bulletin Joly Société, décembre 2018, pp. 705-707 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Toulouse, 12 septembre 2018**. *TEG et taux de période* : Semaine juridique, édition entreprise, 2018, n° 45, 1570, pp. 35-37 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 3 août 2018**. *Diviseur 360* : Gazette du palais, 16 octobre 2018, n° 35, pp. 19-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 11 juillet 2018**. *Prêts en devise* : Gazette du palais, 11 septembre 2018, n° 30, pp. 16-23 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 4 juillet 2018**. *Mise en garde* : Dalloz 2018, jurispr. pp. 2124-2127 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 4 juillet 2018**. *Le secret bancaire et droit à la preuve* : Semaine juridique, édition entreprise, 2018, n° 40, 1507, pp. 54-56 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 4 juillet 2018**. *Preuve du calcul du TEG* : Semaine juridique, édition entreprise, 2018, n° 39, 985, pp. 1702-1705 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 20 juin 2018**. *Article L. 650-1* : Bulletin Joly Société, septembre 2018, pp. 526-528 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Metz, 7 juin 2018**. *Banque et conflit de loi* : Gazette du palais, 24 juillet 2018, n° 27, pp. 10-12 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 24 mai 2018**. *Prélèvement* : Dalloz 2018, jurispr. pp. 1628-1631 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Colmar, 23 mai 2018**. *TEG erroné et frais intercalaires* : Semaine juridique, édition entreprise, 2018, n° 31-35, 1433, pp. 46-49 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 3 mai 2018**. *Prêts en devise* : Semaine juridique, édition générale, 2018, n° 24, 671, pp. 1165-1168 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. ch. mixte., 13 avril 2018**. *Crédit-bail* : Les Petites affiches, 23 mai 2018, n° 103, pp. 13-18 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 11 avril 2018**. *Faillite personnelle et interdiction de gérer* : Les Petites affiches, 20 juillet 2018, n° 145, pp. 11-14 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 11 avril 2018**. *Crédit-bail* : Les Petites affiches, 25 juin 2018, n° 126, pp. 19-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 28 mars 2018**. *Phishing* : Gazette du palais, 15 mai 2018, n° 17, pp. 20-22 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 28 mars 2018**. *Emprunts toxiques* : Actualité Juridique Contrat, mai 2018, n° 5, pp. 228-230 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 28 février 2018**. *Préavis et rupture de crédit et de compte courant* : Semaine juridique, édition entreprise, 2018, n° 19, 1244, pp. 49-51 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Besançon, 14 février 2018**. *Opération de paiement* : Gazette du palais, 17 avril 2018, n° 15, pp. 19-21 ;

-Note de jurisprudence sous **TGI Clermont-Ferrand, 12 février 2018**. *SCI et TEG* : Gazette du palais, 19 juin 2018, n° 22, pp. 33-35 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 24 janvier 2018**. *Retrait d'espèces sur un compte* : Semaine juridique, édition entreprise, 2018, n° 20, 1254, pp. 44-45 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 24 janvier 2018**. *Guichet automatique bancaire* : Semaine juridique, édition générale, 2018, n° 13, 352, pp. 605-607 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 24 janvier 2018**. *Virement bancaire* : Dalloz 2018, jurispr. pp. 501-503 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 17 janvier 2018**. *Banqueroute* : Bulletin Joly Entreprises en difficulté, mai-juin 2018, n° 3, pp. 214-216 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 12 janvier 2018**. *Piratage informatique* : Gazette du palais, 27 février 2018, n° 8, pp. 22-24 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 21 décembre 2017**. *Entente abusive* : Gazette du palais, 6 février 2018, n° 5, pp. 15-16 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 29 novembre 2017**. *Secret bancaire* : Semaine juridique, édition entreprise, 2018, n° 4, 1037, pp. 37-41;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 22 novembre 2017**. *Banqueroute* : Bulletin Joly Entreprises en difficulté 2018, pp. 120-122 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 17 novembre 2017**. *Diviseur 360* : Gazette du palais, 9 janvier 2018, n° 1, pp. 23-25 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 25 octobre 2017**. *Phishing et négligence grave* : Gazette du palais, 7 novembre 2017, n° 38, pp. 20-22 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1ère., 11 octobre 2017**. *Banque et administration légale* : Semaine juridique, édition générale, 2017, n° 50, 1320, pp. 2273-2275 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 6 octobre 2017**. « *Diviseur 360* » et sanctions : Semaine juridique, édition entreprise, 2017, n° 48, 1651, pp. 35-37;

-Note de jurisprudence sous **CJUE, 20 septembre 2017**. *Clause abusive* : Dalloz 2017, jurispr. pp. 2401-2405 ;

-Note de jurisprudence sous **TGI Verdun, 13 juillet 2017**. *TEG erroné et sanctions* : Gazette du palais, 24 octobre 2017, n° 36, pp. 20-23 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 12 juillet 2017**. *Effet de l'article L. 650-1 du Code de commerce* : Dalloz 2017, jurispr. pp. 2020-2023 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1ère, 5 juillet 2017**. *Durée de période* : Gazette du palais, 12 septembre 2017, n° 30, pp. 18-20 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Reims, 23 mai 2017**. *Devoir de conseil* : Gazette du palais, 10 octobre 2017, n° 34, pp. 16-18 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 18 mai 2017**. *TEG et erreur inférieure à une décimale* : Semaine juridique, édition entreprise, 2017, n° 26, 1366, pp. 49-51;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 4 mai 2017**. *TEG erroné et prescription* : Semaine juridique, édition entreprise, 2017, n° 28, 1405, pp. 44-47 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 20 avril 2017**. *Détournement de fonds privés* : Dalloz 2017, jurispr. pp. 1459-1463 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 20 avril 2017**. *Information et donneur d'aval* : Gazette du palais, 6 juin 2017, n° 21, pp. 14-16 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 29 mars 2017**. *Prêts libellés en monnaie étrangère* : Semaine juridique, édition entreprise, 2017, n° 20, 1267, pp. 50-53 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 8 mars 2017**. *Preuve du compte joint* : Petites affiches, 8 juin 2017, n° 114, pp. 20-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 1 mars 2017**. *TEG erroné et délai de prescription* : Gazette du palais, 18 avril 2017, n° 15, pp. 27-29 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Colmar, 8 février 2017**. *Obligations d'information et e conseil* : Gazette du palais, 23 mai 2017, n° 20, pp. 18-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 25 janvier 2017**. *Taux effectif global* : Semaine juridique, édition entreprise, 2017, n° 11, 1158, pp. 39-41 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 18 janvier 2017**. *Cautionnement* : Petites affiches, 27 mars 2017, n° 61, pp. 12-14 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 18 janvier 2017**. *Paiement sur Internet* : Semaine juridique, édition générale, 2017, n° 10, 241, pp. 419-421 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 11 janvier 2017**. *Devoir de proportionnalité du banquier* : Gazette du palais, 28 février 2017, n° 9, pp. 20-22 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 14 décembre 2016**. *Taux effectif global* : Dalloz 2017, jurispr. pp. 443-447 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 14 décembre 2016**. *Prescription* : Petites affiches, 5 avril 2017, n° 68, pp. 10-13 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. avis, 28 novembre 2016**. *Clause abusive et crédit à la consommation* : Actualité juridique Contrat, 2017, n° 1, pp. 29-31 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 22 novembre 2016**. *Pratiques commerciales trompeuses* : Petites affiches, 24 février 2017, n° 40, pp. 6-11 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 15 novembre 2016**. *Devoir de non-ingérence du banquier* : Gazette du palais, 24 janvier 2017, n° 4, pp. 14-17 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1ère, 19 octobre 2016**. *Charge de la preuve et prêt* : Gazette du palais, 13 décembre 2016, n° 44, pp. 25-26 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1ère, 5 octobre 2016**. *Ouverture de crédit et communauté universelle* : Dalloz 2016, jurispr. pp. 2507-2511. Note co-écrite avec Christel Simler, maître de conférences à l'Université de Strasbourg ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 28 septembre 2016**. *Délit de diffusion d'informations fausses ou trompeuses* : Bulletin Joly Bourse, novembre 2016, n° 11, pp. 466-467 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Versailles, 21 septembre 2016**. *Emprunts toxiques* : Bulletin Joly Bourse, décembre 2016, n° 12, pp. 523-526 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 20 septembre 2016**. *Délit de menace sous condition* : Semaine juridique, édition entreprise, 2016, n° 43-44, 1578, pp. 35-36 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 14 juin 2016**. *Information MURCEF* : Gazette du palais, 6 septembre 2016, n° 30, pp. 27-29 ;

-Note de jurisprudence sous **TI Strasbourg, 10 juin 2016**. *Rupture de crédit à une entreprise* : Gazette du palais, 11 octobre 2016, n° 35, pp. 18-20 ;

-Note de jurisprudence sous **TI Montpellier, 9 juin 2016**. *Taux d'intérêts négatifs* : Gazette du palais, 5 juillet 2016, n° 25, pp. 19-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 31 mai 2016**. *Négligence grave du titulaire d'une carte bancaire* : Semaine juridique, édition entreprise, 2016, n° 30, 1450, pp. 47-50 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 4 mai 2016**. *Action civile et escroquerie* : Semaine juridique, édition générale, 2016, n° 25, 717, pp. 1232-1235 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 3 mai 2016**. *Prescription du recours du porteur d'un chèque contre le tireur* : Dalloz 2016, jurispr. pp. 1687-1689 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 9 mars 2016**. *Interdiction professionnelle* : Bulletin Joly Entreprises en difficulté 2016, pp. 280-283 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 10 décembre 2015**. *Responsabilité du banquier dispensateur de crédit* : Bulletin Joly Entreprises en difficulté 2016, pp. 42-48 ;

-Note de jurisprudence sous **CJUE, 3 décembre 2015**. *Service d'investissement* : Semaine juridique, édition générale, 2016, n° 6, 171, pp. 295-299. Note écrite en collaboration avec M. Storck, professeur à l'Université de Strasbourg ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 1er décembre 2015**. *Chèque falsifié* : Petites affiches, 25 février 2016, n° 40, pp. 10-14 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 3 novembre 2015**. *Cautionnement disproportionné* : Semaine juridique, édition entreprise, 2016, n° 3, 1052, pp. 55-57 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 28 octobre 2015**. *Délai de forclusion* : Dalloz 2016, jurispr. pp. 411-415 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 28 octobre 2015**. *Délai de forclusion* : Gazette du palais, 16 décembre 2015, n° 350, pp. 8-10 ;

-Note de jurisprudence sous **Cons. const., 17 septembre 2015**. *Déclaration de comptes bancaires ouverts à l'étranger* : Gazette du palais, 21 octobre 2015, n° 294, pp. 10-12 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 16 septembre 2015**. *Loi applicable au cautionnement* : Dalloz 2015, jurispr. pp. 2356-2360. Note écrite en collaboration avec L. Abadie, maître de conférences à l'Université de Pau et des pays de l'Adour ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 10 septembre 2015**. *Indivisibilité entre contrats de vente et de prêt* : Semaine juridique, édition générale, 2015, n° 43, 1138, pp. 1930-1932 ;

-Note de jurisprudence sous **CJUE, 16 juillet 2015**. *Secret bancaire allemand* : Actualité juridique Pénal 2015, n° 1, pp. 544-546 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 1^{er} juillet 2015**. *Taux de base bancaire et indice objectif* : Dalloz 2015, jurispr. pp. 2110-2113.

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 17 juin 2015**. *Multiplés précisions au droit du crédit* : Gazette du palais, 9 septembre 2015, n° 252, pp. 11-14 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 17 juin 2015**. *Devoir du banquier en cas de bancassurance* : Petites affiches, 30 octobre 2015, n° 217, pp. 10-14 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 16 juin 2015**. *Opposition en matière de chèque* : Semaine juridique, édition générale, 2015, n° 36, 916, pp. 1517-1519 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 2 juin 2015**. *Lettre de change relevé magnétique* : Petites affiches, 18 août 2015, n° 164, pp. 13-15 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 21 mai 2015**. *Précision de l'ordre de vente* : Bulletin Joly Bourse 2015, pp. 321-323 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 16 avril 2015**. *Obligation d'information du banquier* : Gazette du palais, 8 juillet 2015, n° 189, pp. 12-14 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 19 mars 2015**. *Chèque payé fautivement* : Dalloz 2015, jurispr. pp. 1084-1087 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 17 mars 2015**. *AMF et sursis à exécution* : Bulletin Joly Bourse, 2015, pp. 202-203 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 10 mars 2015**. *TEG erroné* : Semaine juridique, édition générale, 2015, n° 18, 529, pp. 882-884 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 10 février 2015**. *Portée du secret bancaire et preuve par SMS* : Dalloz 2015, jurispr. pp. 959-963 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 4 février 2015**. *QPC et testing*: Actualité juridique Pénal, 2015, n° 3, pp. 139-141 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 27 janvier 2015**. *Délit de pratiques commerciales trompeuses* : Gazette du palais, 5 avril 2015, n° 95, pp. 9-12. Note écrite en collaboration avec Nicolas Eréséo, maître de conférences à l'Université de Strasbourg ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 20 janvier 2015**. *Erreur de droit* : Petites affiches, 7 mai 2015, n° 91, pp. 11-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 16 décembre 2014**. *Compensation entre comptes* : Petites affiches, 22 avril 2015, n° 80, pp. 12-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 4 novembre 2014**. *Droit applicable à l'action en responsabilité contre la banque tirée* : Semaine juridique, édition générale, 2015, n° 1-2, 19, pp. 27-30. Note écrite en collaboration avec L. Abadie, maître de conférences à l'Université de Pau et des pays de l'Adour ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim. 22 octobre 2014**. *Requalification et escroquerie* : Petites affiches, 16 févr. 2015, n° 33, pp. 7-12. Note écrite en collaboration avec J. Herrmann, doctorante à l'Université de Strasbourg ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 1^{er} octobre 2014**. *Taux effectif global erroné* : Dalloz 2014, jurispr. pp. 2395-2399 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 23 septembre 2014**. *Devoir de mise en garde* : Gazette du palais, 26 novembre 2014, n° 330, pp. 15-17 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 16 septembre 2014**. *Faillite personnelle* : Bulletin Joly Entreprises en difficulté 2015, n° 1, pp. 38-39 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 16 septembre 2014**. *Faillite personnelle* : Bulletin Joly Entreprises en difficulté 2014, n° 6, pp. 379-380 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 23 septembre 2014**. *Indemnisation des victimes* : Dalloz 2014 pp. 2332-2335 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 10 septembre 2014**. *Preuve du cautionnement disproportionné* : Petites affiches, 20 janvier 2015, n° 14, pp. 12-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 10 juillet 2014**. *Délai de prescription de l'article L. 137-2 du Code de la consommation* : Semaine juridique, édition générale, 2014, n° 38, 948, pp. 1632-1635 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 24 juin 2014**. *Opération d'assurance par un dirigeant de mutuelle non agréée* : Petites affiches, 13 novembre 2014, n° 227, pp. 18-23 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 11 juin 2014**. *Mention manuscrite de l'article L. 313-7 du Code de la consommation* : Petites affiches, 27 août 2014, n° 171, pp. 12-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 29 avril 2014**. *Contre-passation et affacturage* : Petites affiches, 24 septembre 2014, n° 191, pp. 11-15 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Colmar, 9 avril 2014**. *Opposition au paiement d'un chèque* : Petites affiches, 10 juillet 2014, n° 137, pp. 15-21 ;

-Note de jurisprudence sous **CJUE, 27 mars 2014**. *Déchéance du droit aux intérêts* : Gazette du palais, 5 juin 2014, n° 155, pp. 11-14 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 19 mars 2014**. *Responsabilité pénale et civile d'un trader* : Dalloz 2014 pp. 912-914 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 18 mars 2014**. *Rupture de crédit aux entreprises* : Gazette du palais, 15 mai 2014, n° 134, pp. 14-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 11 février 2014**. *Interdiction de gérer* : Bulletin Joly Entreprises en difficulté, mai-juin 2014, pp. 266-267 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 28 janvier 2014**. *Cautionnement* : Semaine juridique, édition générale, 2014, n° 10-11, 301, pp. 478-480 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 22 janvier 2014**. *Cumul de sanctions* : Actualité Juridique Pénal 2014, n° 4, pp. 180-182 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 14 janvier 2014**. *Rupture de crédit aux entreprises* : Gazette du palais, 12 mars 2014, n° 71, pp. 8-11 ;

-Note de jurisprudence sous **Conseil constitutionnel, 29 décembre 2013**. *Taux effectif global et loi de finance pour 2014* : Actualité Juridique Collectivités Territoriales 2014, n° 2, pp. 107-110 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 19 décembre 2013**. *Aval et cautionnement* : Dalloz, 2014, jurispr. pp. 518-521. Note écrite en collaboration avec G. Piette, professeur à l'Université de Bordeaux IV ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 11 décembre 2013**. *Taux effectif global et assurance* : Gazette du palais, 5 février 2014, n° 36, pp. 8-11 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 3 décembre 2013**. *Obligation d'information du banquier* : Petites affiches, 13 mai 2014, n° 95, pp. 7-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 19 novembre 2013**. *Information et interdiction bancaire* : Gazette du palais, 18 décembre 2013, n° 352, pp. 14-16 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 16 octobre 2013**. *Escroquerie en bande organisée et exercice illégal de la pharmacie* : Actualité juridique Pénal, 2013, n° 12, pp. 665-667 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Lyon, 18 septembre 2013**. *Pratique commerciale trompeuse et fonds commun de placement* : Bulletin Joly Bourse, 2013, pp. 582-587 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 11 septembre 2013**. *Obligation de conseil du banquier en matière d'investissement locatif* : Gazette du palais, 10 novembre 2013, n° 314, pp. 10-13 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 11 septembre 2013**. *Responsabilité du PSI* : Bulletin Joly Bourse, 2013, pp. 529-531 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 11 septembre 2013**. *Mentions manuscrites du cautionnement* : Semaine juridique, édition générale, 2013, n° 42, 1074, pp. 1899-1901 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 2^{ème}, 11 juillet 2013**. *QPC et article L. 153-1 du Code monétaire et financier* : Petites affiches, 19 novembre 2013, n° 231, pp. 13-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 9 juillet 2013**. *Ouverture d'un compte en banque* : Gazette du palais, 25 septembre 2013, n° 268, pp. 8-10 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 19 juin 2013**. *Abus de confiance* : Lamy Droit pénal des affaires, septembre 2013, n° 131, pp. 1-5 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 19 juin 2013**. *Diviseur 360* : Dalloz 2013, jurispr. pp. 2084-2087 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 11 juin 2013**. *Délit d'entrave au déroulement des débats d'un organe délibérant d'une collectivité territoriale* : Actualité juridique Collectivités territoriales, 2013, n° 9, pp. 411-412 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 22 mai 2013**. *Qualification d'établissement de crédit* : Semaine juridique, édition générale, 2013, n° 37, 937, pp. 1627-1629 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 14 mai 2013**. *Secret de l'instruction et secret des sources des journalistes* : Actualité juridique Pénal, 2013, n° 9, pp. 467-470 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 9 mai 2013**. *Collet marseillais* : Gazette du palais, 25 août 2013, n° 237, pp. 18-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 24 avril 2013**. *TEG et délai de prescription* : Semaine juridique, édition générale, 2013, n° 26, 739, pp. 1273-1276 ;

-Note de jurisprudence sous **Conseil d'Etat, 24 avril 2013**. *Dispense d'agrément* : Petites affiches, 17 juin 2013, n° 120, pp. 9-13 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 10 avril 2013**. *Mention manuscrite en matière de caution* : Dalloz 2013, jurispr. pp. 1460-1463. Note écrite en collaboration avec G. Piette, professeur à l'Université de Bordeaux IV ;

-Note de jurisprudence sous **CA Douai, 28 mars 2013**. *Chèque de voyage* : Petites affiches, 26 juin 2013, n° 127, pp. 15-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 27 mars 2013**. *Manipulation de cours* : Bulletin Joly Bourse, 2013, pp. 281-284, § 103 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Pau, 5 février 2013**. *Devoir de mise en garde*: Petites affiches, 19 juin 2013, n° 122, pp. 8-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 5 février 2013**. *Secret bancaire et chèque* : Semaine juridique, édition générale, 2013, n° 18, 502, pp. 873-875 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 16 janvier 2013**. *Monopole bancaire et taux effectif global* : Dalloz 2013, jurispr. pp. 890-895 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 8 janvier 2013**. *Chèque falsifié* : Gazette du palais, 27 mars 2013, n° 86, pp. 12-15 ;

-Note de jurisprudence sous **T. corr., 13 décembre 2012**. *Pratiques commerciales trompeuses* : Bulletin Joly Bourse, 2013, pp. 176-182, § 68 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 11 décembre 2012**. *Délit d'intrusion dans un établissement d'enseignement scolaire* : Petites affiches, 14 mars 2013, n° 53, pp. 11-13 ;

-Note de jurisprudence sous **CE, 6 décembre 2012**. *Retrait d'une carte professionnelle* : Bulletin Joly Bourse, 2013, pp. 70-73, § 28 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 27 novembre 2012**. *Action en mainlevée de l'opposition au paiement d'un chèque* : Dalloz 2013, jurispr. pp. 209-213 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 8 novembre 2012**. *Responsabilité de la Banque Postale* : Petites affiches, 20 février 2013, n° 37, pp. 10-13 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 7 novembre 2012**. *Favoritisme et association transparente* : Lamy Droit pénal des affaires, décembre 2012, n° 123, pp. 1-3 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 30 octobre 2012**. *TEG erroné* : Gazette du palais, 9 janvier 2013, n° 9, pp. 9-11 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 24 octobre 2012**. *Responsabilité pénale et civile d'un trader* : Semaine juridique, édition générale, 2012, n° 51, 1371, pp. 2309-2314 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 16 octobre 2012**. *Carte bancaire et faute lourde* : Dalloz 2013, jurispr. pp. 407-411 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 10 octobre 2012**. *Concussion* : Petites affiches, 3 janvier 2013, n° 3, pp. 5-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cons. const., 21 septembre 2012**. *Actes de cruauté envers les animaux* : Gazette du palais, 7 novembre 2012, n° 312, pp. 6-9 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 4 septembre 2012**. *Abus d'autorité de personne dépositaire de l'autorité publique* : Petites affiches, 28 décembre 2012, n° 260, pp. 11-13 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 3 juillet 2012**. *Décès du tireur d'un chèque* : Gazette du palais, 19 septembre 2012, n° 263, pp. 13-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 27 juin 2012**. *Délit de pantouflage* : Lamy Droit pénal des affaires, juin 2012, n° 120, pp. 1-5 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 19 juin 2012**. *Encaissement différé d'un chèque* : Dalloz 2012, jurispr. pp. 2364-2368 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 5 juin 2012**. *Violation du secret de fabrique* : Petites affiches, 27 novembre 2012, n° 239, pp. 13-20 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 31 mai 2012**. *Infraction en matière de démarchage bancaire et financier* : Bulletin Joly Bourse, 2012, pp. 471-473, § 206 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Colmar, 29 mai 2012**. *Infractions commises à l'encontre de mineurs par l'intermédiaire d'Internet* : Gazette du palais, 5 septembre 2012, n° 249, pp. 12-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 16 mai 2012**. *Altération de preuve et appel du ministère public* : Petites affiches, 7 août 2012, n° 157, pp. 16-22 ;

-Note de jurisprudence sous **CE, 10 mai 2012**. *Interdiction de payer en espèces* : Petites affiches, 6 septembre 2012, n° 179, pp. 19-22 ;

-Note de jurisprudence sous **Cons. const., 4 mai 2012**. *Inconstitutionnalité du délit de harcèlement sexuel* : Lamy Droit pénal des affaires, juin 2012, n° 118, pp. 5-8 ;

-Note de jurisprudence sous **Conseil d'Etat, 24 avril 2012**. *Pouvoir d'injonction de la Commission bancaire* : Bulletin Joly Bourse, 2012, pp. 287-289, § 127 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 13 avril 2012**. *Fonds de garantie des dépôts* : Gazette du palais, 6 juin 2012, n° 158, pp. 9-11 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 11 avril 2012**. *Discrimination syndicale* : Gazette du palais, 4 juillet 2012, n° 186, pp. 8-11. Note écrite en collaboration avec Laura Mourey, doctorante à l'Université de Strasbourg ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 11 avril 2012**. *Responsabilité pénale des personnes morales* : Petites affiches, 13 juin 2012, n° 118, pp. 15-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 27 mars 2012**. *Régime juridique du prélèvement* : Dalloz 2012, pp. 1520-1523 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 14 mars 2012**. *Non-représentation d'enfant* : Petites affiches, 21 mai 2012, n° 101, pp. 17-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 7 février 2012**. *Taux effectif global et délai de prescription* : Semaine juridique, édition générale, 2012, n° 16, 489, pp. 793-796 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 10 janvier 2012**. *Travail dominical et droit local* : Petites affiches, 13 avril 2012, n° 75, pp. 7-13 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 10 janvier 2012**. *Responsabilité du banquier dépositaire de titres* : Bulletin Joly Bourse, 2012, pp. 168-170, § 77 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 4 janvier 2012**. *QPC et désignation d'un administrateur provisoire* : Bulletin Joly Bourse, 2012, pp. 154-156, § 74 ;

-Note de jurisprudence sous **T. corr. Saverne, 8 décembre 2011**. *Enregistrements sous les jupes de femmes* : Gazette du palais, 4 avril 2012, n° 95, p. 10-13 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 6 décembre 2011**. *Lettre de change et règlement intérieur national des barreaux* : Dalloz 2012, jurispr. pp. 536-538 ;

-Note de jurisprudence sous **Cons. const., 2 décembre 2011**. *Inconstitutionnalité du pouvoir disciplinaire de la Commission bancaire* : Bulletin Joly Bourse 2012, pp. 55-57, § 31 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 29 novembre 2011**. *Pratiques commerciales trompeuses* : Gazette du palais, 11 janvier 2012, n° 11, p. 14-16 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 22 novembre 2011**. *Obligation de vigilance du banquier* : Semaine juridique, édition générale, 2012, n° 5, 105, pp. 195-198 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 25 octobre 2011**. *Atteinte au Coran et droit pénal* : Gazette du palais, 30 novembre 2011, n° 334, pp. 11-13. Note écrite en collaboration avec Laura Mourey, doctorante à l'Université de Strasbourg ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 11 octobre 2011**. *Secret bancaire et versos de chèques* : Semaine juridique, édition générale, 2011, n° 50, 1388, pp. 2473-2475 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 11 octobre 2011**. *Opposition en matière de carte bancaire* : Gazette du Palais, 9 novembre 2011, n° 313, pp. 6-8 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 11 octobre 2011**. *Responsabilité pénale des personnes morales* : Bulletin Joly Sociétés 2011, pp. 1009-1011, § 515 ;

-Note de jurisprudence sous **CEDH, 6 octobre 2011**. *Délit d'initié et prévisibilité de la loi* : Actualité juridique Pénal, 2012, n° 3, pp. 156-158 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 27 septembre 2011**. *Opposition en matière de chèque* : Dalloz 2011, jurispr. pp. 2845-2847 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim. 20 septembre 2011**. *Délit de tromperie* : Petites affiches, 2011, n° 237, pp. 16-22. Note écrite en collaboration avec N. Eréséo, maître de conférences à l'Université de Strasbourg ;

-Note de jurisprudence sous **TI Niort, 14 septembre 2011**. *TEG et parts sociales* : Gazette du palais, 20 octobre 2011, n° 293, pp. 14-17 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 13 septembre 2011**. *QPC et enquête de l'AMF* : Bulletin Joly Bourse 2011, pp. 640-643, § 330 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 20 juillet 2011**. *Abus de confiance et solde créditeur d'un compte bancaire* : Dalloz 2011, jurispr. pp. 2242-2245 ;

-Note de jurisprudence sous **CE, 19 juillet 2011**. *Outrage au drapeau tricolore* : AJDA 2011, n° 37, pp. 2136-2139 ;

-Note de jurisprudence sous **CJUE, 7 juillet 2011**. *Manipulation de marché* : Bulletin Joly Bourse, 2011, pp. 531-533, § 294 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 29 juin 2011**. *Favoritisme et prise illégale d'intérêts* : Gazette du palais, 21 août 2011, n° 233, pp. 15-18 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 21 juin 2011**. *Discrimination par un élu* : Gazette du palais, 18 août 2011, n° 226, pp. 11-13. Note écrite en association avec Laura Mourey, doctorante à l'Université de Strasbourg ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 16 juin 2011**. *Droits de la défense et vol* : Bulletin Joly Sociétés 2011, pp. 718-720, § 338 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 1^{er} juin 2011**. *Escroquerie par stratagème* : Dalloz 2011, jurispr. pp. 2008-2011 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Monaco, 30 mai 2011**. *Secret bancaire et droit monégasque* : Semaine juridique, édition entreprise, 2011, n° 38, 1673, pp. 27-30 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 24 mai 2011**. *AMF et loyauté de la preuve* : Bulletin Joly Bourse, 2011, pp. 474-477, § 243 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 18 mai 2011**. *Complicité de banqueroute d'un commissaire aux comptes* : Bulletin Joly Entreprises en difficulté, 2011, pp. 279-281, § 132 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 17 mai 2011**. *Vice du consentement et TEG erroné* : Semaine juridique, édition générale, 2011, n° 28, 826, pp. 1372-1374 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Toulouse, 12 mai 2011**. *Escroquerie, banqueroute et abus de biens sociaux* : Bulletin Joly Sociétés, 2011, pp. 601-604, § 274 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 10 mai 2011**. *Compte courant d'associés* : Bulletin Joly Sociétés, 2011, pp. 754-757, § 397 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim. 11 avril 2011**. *Droit pénal de l'environnement et application des textes dans le temps* : Gazette du palais, 25 mai 2011, n° 145, pp. 11-13 ;

Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 6 avril 2011**. *Délits financiers* : Bulletin Joly Bourse, 2011, pp. 424-427, § 206 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 2 mars 2011**. *Motivation de l'ordonnance de renvoi* : Gazette du Palais, 19 juin 2011, n° 170, pp. 21-22 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 23 février 2011**. *Motivation de la peine d'emprisonnement* : Petites affiches, 13 juin 2011, n° 116, pp. 20-21 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim. 22 février 2011**. *Destruction ou dégradation involontaire du bien d'autrui par explosion ou incendie* : Dalloz, 2011, jurispr. pp. 985-988 ;

Note de jurisprudence sous **CE, 18 février 2011**. *Impartialité et AMF* : Bulletin Joly Bourse, 2011, pp. 356-359, § 176 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim. 16 février 2011**. *Abandon de famille* : Petites affiches, 2011, n° 91, pp. 7-13 ;

Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 9 février 2011**. *Compte courant d'associé* : Bulletin Joly Sociétés 2011, pp. 467-469, § 233 ;

-Note de jurisprudence sous **Trib. corr. Paris, 21 janvier 2011**. *Droit pénal des marchés financiers* : Bulletin Joly Bourse 2011, pp. 236-240, § 123 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 18 janvier 2011**. *Obligation d'information en matière de chèque* : Gazette du palais, 16 mars 2011, n° 75, pp. 14-16 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 9 décembre 2010**. *TEG et souscription de parts sociales* : Petites affiches, 17 février 2011, n° 34, pp. 4-9 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 9 décembre 2010**. *TEG et frais de garantie* : Dalloz, 2011, jurispr. pp. 720-723 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 5 novembre 2010**. *Mise en garde du prestataire de services d'investissement* : Bulletin Joly Bourse 2011, pp. 192-195, § 90 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 3 novembre 2010**. *Homicide involontaire* : Gazette du Palais, 5 janvier 2011, n° 5, pp. 11-13 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 30 septembre 2010**. *TEG et tableau d'amortissement* : Gazette du Palais, 31 oct. 2010, n° 304, pp. 9-11 ;

-Note de jurisprudence sous **CE, 16 juillet 2010**. *Question prioritaire de constitutionnalité et cumul de sanctions* : Bulletin Joly Bourse 2010, pp. 418-423, § 54 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim. 30 juin 2010**. *Abus de confiance* : Dalloz, 2010, jurispr. pp. 2820-2823 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim. 22 juin 2010**. *Exercice illégal de la profession de transporteur public routier de marchandises* : Petites affiches, 2010, n° 217, pp. 16-20 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 8 juin 2010**. *Paiement à distance et obligation de mise en garde* : Gazette du Palais, 26 août 2010, n° 237, pp. 16-20 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim. 2 juin 2010**. *Blanchiment d'argent et cumul de condamnations* : Actualité juridique Pénal, 2010, n° 10, pp. 441-443 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 11 mai 2010**. *Publicité du crédit-bail* : Semaine juridique, édition générale, 2010, n° 28, 791, pp. 1458-1460 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 30 mars 2010**. *Responsabilité civile de dirigeants et Fonds de garantie des dépôts* : Gazette du Palais, 11 août 2010, n° 223, pp. 20-23 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 30 mars 2010**. *Chèque falsifié et irresponsabilité du banquier-tiré* : Dalloz 2010, jurispr. pp. 1527-1530 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 16 mars 2010**. *Prescription et dates de valeurs dépourvues de cause* : Gazette du Palais, 18 juillet 2010, n° 199, pp. 15 à 17 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 2 mars 2010**. *Formalisme du protêt* : Gazette du Palais, 22 avril 2010, n° 111, pp. 9-11 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 27 janvier 2010**. *Loyauté de la preuve* : Actualité juridique Pénal 2010, n° 6, pp. 280-282 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 26 janvier 2010**. *Obligation de mise en garde du banquier, délai de prescription de l'action en responsabilité* : Dalloz 2010, jurispr. pp. 934-937 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 13 janvier 2010**. *Abus de confiance* : Semaine juridique, édition générale, 2010, n° 18, 500, pp. 936-938 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 15 décembre 2009**. *Élément moral des pratiques commerciales trompeuses* : Actualité juridique Pénal 2010, n° 2, pp. 73-75. Note écrite en collaboration avec N. Eréséo, Maître de conférences, à l'Université de Strasbourg ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 18 novembre 2009**. *Complicité de banqueroute et exercice de l'action civile* : Bulletin Joly Sociétés 2010, pp. 381-385, § 78 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 4 novembre 2009**. *Banqueroute et abus de biens sociaux d'un dirigeant de fait* : Bulletin Joly Sociétés 2010, pp. 285-289, § 63 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 27 octobre 2009**. *Trafic de moyens destinés à commettre une atteinte à un système de traitement automatisé de données* : Dalloz 2010, jurispr. pp. 806-809 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 14 octobre 2009**. *Motivation des arrêts de cours d'assises* : Actualité juridique Pénal, 2009, n° 12, pp. 495-497 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 30 septembre 2009**. *Appels téléphoniques malveillants réitérés par SMS* : Semaine juridique, édition générale, 2009, n° 52, 587, pp. 26-27 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 7 juillet 2009**. *Obligation de mise en garde du banquier dispensateur de crédit* : Dalloz, 2009, jurispr. pp. 2318-2321 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 7 juillet 2009**. *Devoir de vigilance du banquier et chèque* : Semaine juridique, édition générale, 2009, n° 43, 360, pp. 28-30 et Semaine juridique, édition Entreprise et affaires, 2009, 2021 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 1^{er} juillet 2009**. *Non-présentation d'un chèque au paiement* : Dalloz, 2009, jurispr. pp. 2904-2907 ;

-Note de jurisprudence sous **CEDH 12 juin 2009**. *Commission bancaire et manquement à l'article 6 § 1 de la CEDH* : Actualité juridique Pénal, 2009, n° 9, pp. 354-356 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 2^{ème}, 4 juin 2009**. *Mesure conservatoire et blanchiment* : Semaine juridique, édition générale, 2009, n° 41, 309, pp. 21-23 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 3 mai 2009**. *Contrefaçon de cartes de paiement en Nouvelle-Calédonie* : Gazette du Palais, 16 octobre 2009, pp. 13-15 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 6 mai 2009**. *Interdiction de gérer et légalité des peines* : Bulletin Joly Sociétés, 2009, pp. 1005-1010, § 204 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 7 avril 2009**. *Cause du contrat de prêt et obligation de mise en garde du banquier* : Semaine juridique, édition générale, 2009, n° 27, 77, pp. 27-29 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 24 mars 2009**. *Communication à distance des données d'une carte bancaire* : Dalloz, 2009, jurispr. pp. 1735-1738 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 18 février 2009**. *Obligation de mise en garde du banquier dispensateur de crédit* : Dalloz, 2009, jurispr. pp. 1179-1181 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 11 février 2009**. *Abus de biens sociaux* : Bulletin Joly Sociétés, 2009, pp. 608-613, § 122 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 11 février 2009**. *Exercice illégal de la profession de banquier* : Gazette du Palais, 16 octobre 2009, pp. 9-13 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 28 janvier 2009**. *Délit de manipulation de cours et responsabilité pénale des personnes morales* : Bulletin Joly Bourse, 2009, pp. 170-178, § 25 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 20 janvier 2009**. *Opposition à la carte bancaire* : Semaine juridique, édition générale, 2009, II, 10050 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 12 janvier 2009**. *Tentative d'escroquerie* : Gazette du Palais, 16 octobre 2009, pp. 15-16 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 16 décembre 2008**. *Non-opposabilité du secret bancaire aux héritiers de la caution* : Dalloz, 2009, jurispr. pp. 784-787 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. com., 12 novembre 2008**. *Utilisation frauduleuse d'une carte contrefaite et négligence du titulaire* : Semaine juridique, édition générale, 2008, II, 10211 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Douai, 2 octobre 2008**. *Abus de confiance et crédit-bail* : Gazette du Palais, 11 septembre 2009, pp. 33-34 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 17 septembre 2008**. *Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité et conduite d'un véhicule en état d'ivresse manifeste* : Dalloz, 2008, jurispr. pp. 2904-2907 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 25 juin 2008**. *Publication d'informations inexactes et procédure devant la commission des sanctions* : Bulletin Joly Bourse, 2008, pp. 484-492, § 60 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Aix-en-Provence, 20 juin 2008**. *Escroquerie par usage d'une fausse qualité de banquier* : Gazette du Palais, 11 septembre 2009, pp. 31-32 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 16 avril 2008**. *Ordonnance autorisant une visite domiciliaire aux enquêteurs de l'AMF* : Bulletin Joly Bourse, 2008, p. 309-315, § 36 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 15 avril 2008**. *Absence d'autorisation de découvert et absence de rupture abusive du crédit* : Petites affiches, 2008, n° 172, pp. 8-14 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 2 avril 2008**. *Procédure pénale et infraction boursière. Non bis in idem* : Bulletin Joly Bourse, 2008, pp. 301-309, § 35 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 19 mars 2008**. *Complicité d'exercice illégal de la profession de banquier* : Dalloz, 2008, pp. 1665-1668 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 20 février 2008**. *Blanchiment d'argent et enquête de flagrance* : Semaine juridique, édition générale, 2008, II, 10 103 et Semaine juridique, édition Entreprise et affaires, 2008, 1861 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. civ. 1^{ère}, 31 janvier 2008**. *Agrément bancaire et responsabilité de l'avocat* : Petites affiches, 2008, n° 73, pp. 18-22 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 9 janvier 2008**. *Responsabilité du banquier et administration légale* : Semaine juridique, édition générale, 2008, II, 10 048 et Semaine juridique, édition Entreprise et affaires, 2008, 1422 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 14 novembre 2007**. *Constitution de partie civile et contrefaçon de cartes bancaires* : Dalloz, 2008, jurispr. pp. 759-762 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 14 novembre 2007**. *Constitution de partie civile et escroquerie* : Semaine juridique, édition générale, 2008, II, 10 044 et Semaine juridique, édition Entreprise et affaires, 2008, 1380 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 5 septembre 2007**. *Abus de confiance* : à Gazette du Palais, 11 septembre 2009, pp. 30-31 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 20 juin 2007**. *Opposition indue au paiement d'un chèque* : Gazette du Palais, 11 septembre 2009, pp. 24-26 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Paris, 20 juin 2007**. *Escroquerie au jugement* : Gazette du Palais, 11 septembre 2009, pp. 28-30 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 13 juin 2007**. *Stationnement irrégulier et carte de paiement* : Gazette du Palais, 11 septembre 2009, pp. 26-28 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim. 1^{ère}, 15 mai 2007**. *Patrimoine et vie privée* : Semaine juridique, édition générale, 2007, II, 10 155 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Pau, 22 février 2007**. *Injure non-publique à caractère racial* : Petites affiches, 2007, n° 170, pp. 9-14 et Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2007, n° 2, pp. 440 à 442 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 14 février 2007**. *Abus de confiance et emprunteur* : Gazette du Palais, 9 septembre 2007, p. 22.

-Note de jurisprudence sous **Cass crim. 7 février 2007**. *Etat de nécessité et « faucheurs d'OGM »* : Petites affiches, 27 septembre 2007, n° 194, pp. 3-16. Note écrite en collaboration avec Y. Strickler, Professeur à l'Université Robert Schuman de Strasbourg ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 27 septembre 2006**. *Opposition et chèque de garantie* : Gazette du Palais, 9 septembre 2007, pp. 20-22 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Pau, 21 septembre 2006**. *Escroquerie par usage frauduleux d'un chéquier* : Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2007, n° 1, pp. 211-218 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 13 septembre 2006**. *Escroquerie par usage frauduleux d'une carte bancaire* : Semaine juridique, édition générale, 2007, II, 10 033 ;

-Note de jurisprudence sous **Cass. crim., 31 mai 2006**. *Renseignements inexacts à la Commission bancaire* : Gazette du Palais, 9 septembre 2007, pp. 18-19 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Pau, 15 mai 2006**. *Secret bancaire et héritiers* : Semaine juridique, édition générale, 2006, II, 10156 et Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2006, n° 3, pp. 639-641 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Pau, 12 décembre 2005**. *Compte en banque d'un mineur* : Petites affiches, 2007, n° 23, pp. 9-18 et Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2006, n° 1, pp. 183-185. Note écrite en collaboration avec A. Lecourt, Maître de conférences à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour ;

-Note de jurisprudence sous **CA Pau, 24 novembre 2005**. *Secret des correspondances et informatique* : Petites affiches, 2006, n° 203, pp. 16-22 et Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2006, n° 1, pp. 200-202 ;

-Note de jurisprudence sous **CA Pau, 28 octobre 2004**. *Violences volontaires et élément matériel du délit* : Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2005, n°1, pp. 192-202.

Observations :

Grand nombre d'observations dans les revues suivantes :

-L'Essentiel droit bancaire

-Banque et droit

-Revue Banque

-Gazette du Palais

-Les Petites affiches

-AJ Pénal

-AJ Collectivités territoriales

-AJ Contrat

Communications dans des colloques universitaires :

-Intervention dans journée d'étude en visioconférence réalisée le 23 juin 2020, sur : « le sanitaire et le social à l'épreuve du COVID-19 ». Journée d'étude organisée par le centre Jean Bodin de l'Université d'Angers. Communication ayant pour intitulé : « **La responsabilité pénale du maire** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 6 mars 2020, sur : « La gestion du patrimoine du mineur ». Colloque organisé par le CDPF (Centre de droit privé fondamental). Communication ayant pour intitulé : « **Les opérations bancaires et le mineur** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 28 février 2020, sur : « La médiation bancaire et financière dans tous ses états ». Colloque organisé par le DRES (Laboratoire Droit, Religion, Entreprise et Société). Communication ayant pour intitulé : « **L'encadrement juridique de la médiation bancaire** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 28 février 2020, sur : « La médiation bancaire et financière dans tous ses états ». Colloque organisé par le DRES (Laboratoire Droit, Religion, Entreprise et Société). Communication ayant pour intitulé : « **Vers une médiation du crédit aux particuliers ?** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 14 janvier 2020, sur : « L'actualité fiscale 2020 ». Colloque organisé par le DRES (Laboratoire Droit, Religion, Entreprise et Société). Communication ayant pour intitulé : « **Actualités de droit pénal fiscal** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Sceaux le 21 novembre 2019, sur : « La lutte contre la discrimination au travail dans le Code du travail et le Code pénal : même combat ? ». Manifestation organisée par la faculté de droit Jean Monnet. Communication ayant pour intitulé : « **La preuve des discriminations : le regard du pénaliste** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Bordeaux le 8 novembre 2019, sur : « La gestion du patrimoine des mineurs ». Manifestation organisée par l'Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine de l'Université de Bordeaux. Communication ayant pour intitulé : « **Le mineur et le droit bancaire** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Nancy le 17 octobre 2019, sur : « Loi PACTE : quels changements ? ». Manifestation organisée par l'Institut François Gény de l'Université de Nancy. Communication ayant pour intitulé : « **Mesures intéressantes le droit bancaire et financier** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 20 septembre 2019, sur : « La loi pour l'Activité, la croissance et la Transformation des entreprises (PACTE). Manifestation organisée par le laboratoire DRES de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Aspects de droit bancaire** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 19 septembre 2019, sur : « Le droit du crédit aux consommateurs ». Colloque organisé par le DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Responsabilité du banquier prêteur et VEFA** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 19 septembre 2019, sur : « Le droit du crédit aux consommateurs ». Colloque organisé par le DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Responsabilité du banquier prêteur et « loi Pinel »** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Strasbourg le 1^{er} mars 2019, sur : « Le sort des contrats bancaires et financiers conclus avant le Brexit ». Colloque organisé par le laboratoire DRES de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Le sort des contrats de crédit** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 23 janvier 2019, sur : « L'actualité fiscale : étude des lois de finances ». Colloque organisé par le DRES (Laboratoire Droit, Religion, Entreprise et Société). Communication ayant pour intitulé : « **Principales mesures de la loi de lutte contre la fraude** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 20 septembre 2018, sur : « Le droit du crédit aux consommateurs : actualité et perspective ». Colloque organisé par le DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Le cas du crédit renouvelable** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 20 septembre 2018, sur : « Le droit du crédit aux consommateurs : actualité et perspective ». Colloque organisé par le DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Le cas du PTZ** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Nîmes le 1^{er} juin 2018, sur : « Le financement du terrorisme l'affaire de tous ». Colloque organisé par les étudiants du M2 de droit des affaires de l'Université de Nîmes. Communication ayant pour intitulé : « **La répression pénale du financement du terrorisme en 2018** » ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Nancy le 20 avril 2018, sur : « Le financement du terrorisme ». Colloque organisé par l'Institut François Génys de Nancy. Communication ayant pour intitulé : « **La lutte contre le financement du terrorisme par les professionnels : le cas du banquier** » ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Clermont-Ferrand le 16 mars 2018, sur : « Le droit bancaire et financier à la lumière des droits fondamentaux ». Colloque organisé par le Centre Michel de l'Hospital de l'Ecole de droit de Clermont-Ferrand. Communication ayant pour intitulé : « **Le secret bancaire face au droit de la preuve** » ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Toulouse le 20 février 2018, sur : « Le produit de l'infraction Le financement du terrorisme ». Colloque organisé par l'Université de Toulouse 1. Communication ayant pour intitulé : « **La détection du produit de l'infraction par le banquier** » ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Strasbourg le 14 février 2018, sur : « Les fonctions sociales du banquier ». Colloque organisé par le laboratoire DRES de l'Université de Strasbourg. Communication

ayant pour intitulé : « **Vers la reconnaissance d'un droit au crédit ?** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 27 octobre 2017, sur : « L'actualité des procédures collectives, droit français et européen ». Manifestation organisée par le laboratoire DRES de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **L'article L. 650-1 du Code de commerce en 2017** » ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Liège le 28 avril 2017, sur : « Le droit pénal et la procédure pénale face aux défis de la société numérique ». Colloque organisé par les Universités de Liège et Nancy. Communication ayant pour intitulé : « **La protection des banques et de leurs clients contre les cybercriminels par le droit pénal français** » ;

-Intervention aux 7ème journées européennes de la régulation tenues à Strasbourg, les 2 et 3 mars 2017, sur : « Régulation et information ». Colloque organisé par l'Institut de Recherche Carré de Malberg. Communication ayant pour intitulé : « **Information secrète et régulation bancaire** » ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Lille les 9 et 10 février 2017, sur : « L'hypothèse de la guerre contre le terrorisme : implications juridiques ». Colloque organisé par l'Université de Lille 2. Communication ayant pour intitulé : « **Emergence d'un droit répressif pour lutter contre le financement du terrorisme** » ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Strasbourg le 23 septembre 2016, sur : « Les nouveaux contentieux en matière de crédit à la consommation ». Colloque organisé par le laboratoire DRES de l'Université. Communication ayant pour intitulé : « **Crédits à la consommation : les manquements commis par des tiers** » ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Strasbourg le 23 septembre 2016, sur : « Crédits structurés, opérations de défiscalisation, crédits en francs suisses, taux d'intérêt négatifs : tentatives de clarification du droit ». Colloque organisé par le laboratoire DRES. Communication ayant pour intitulé : « **A la recherche des obligations pesant sur le prêteur en matière d'opérations de défiscalisation** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque, tenu à Strasbourg le 22 septembre 2016, sur : « Le projet de loi Sapin 2 ». Colloque organisé par le laboratoire DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Les évolutions du droit bancaire et en droit de la régulation bancaire envisagées par le projet de loi Sapin 2** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 13 mai 2016 sur : « La réforme du droit des contrats ». Manifestation organisée par le laboratoire DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Les incidences de la réforme du droit des obligations sur le droit bancaire** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Nancy le 28 avril ayant pour thème : « existe-t-il encore un seul *non bis in idem* aujourd'hui ? ». Colloque organisé par la faculté de droit de Nancy. Communication ayant pour intitulé : « **Le non bis in idem en droit pénal des affaires** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Naples le 4 mars 2016 intitulé « Il tramonto della banca universale ». Colloque organisé par la faculté de droit de Naples. Communication ayant pour intitulé : « **Le déclin des banques universelles en France** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 27 novembre 2015 sur « Les lois n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (« loi Macron ») et n° 2015-994 du 17 août relative au dialogue social (« loi Rebsamen »). Colloque organisé par le laboratoire DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Dispositions modifiant le droit bancaire** » ;

-Intervention dans un colloque, tenue à Strasbourg le 20 novembre 2015, sur : « La sécurité contractuelle ». Colloque organisé par la Fédération de recherche de la faculté de droit de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **La modification du contenu du contrat par la banquier** » ;

-Intervention dans une Université d'été tenue à Strasbourg le 24 septembre 2015 : « Banque et conformité ». Université d'été organisée par le laboratoire DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Le nouvel encadrement juridique du contrôle interne : le décret du 3 novembre 2014** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Zurich le 20 février 2015 : Sixièmes journées Franco-suisse de droit bancaire. Thème : « L'évolution de l'organisation bancaire et financière ». Colloque organisé par l'université de Zurich. Communication ayant pour intitulé : « **La disparition en droit français des sociétés financières** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Paris le 17 décembre 2014 sur la « Finance islamique : des solutions innovantes au service de l'économie réelle ». Colloque co-organisé par l'Université de Strasbourg et l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Communication ayant pour intitulé : « **Finance islamique et économie parallèle, chasser les fantasmes** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Dijon le 12 décembre 2014 sur « La protection des secrets d'affaires : enjeux et perspectives ». Colloque organisé la faculté de droit de Dijon. Communication ayant pour intitulé : « **La protection pénale des secrets d'affaires** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Pau le 3 octobre 2014 sur « Loi Hamon : quelles mutations pour le droit de la consommation ? ». Colloque organisé par le centre de droit des affaires de la faculté de droit de l'Université de Pau et des pays de l'Adour. Communication ayant pour intitulé : « **La protection du consommateur : l'exemple du contrat de crédit et du contrat d'assurance** » ;

-Intervention dans une Université d'été tenue à Strasbourg le 26 septembre 2014 : « Le banquier face aux risques ». Université d'été organisée par le DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Le risque de non-recouvrement en droit du surendettement** ». Intervention avec Eric Sander, secrétaire général de l'institut du droit local. Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans une Université d'été tenue à Strasbourg le 25 septembre 2014 : « Le banquier face aux risques ». Université d'été organisée par le DRES. Participation à une table ronde intitulée « **Le risque juridique** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Saarbruck le 27 juin 2014 sur : « Le *Crowdfunding* ou financement participatif. Etat des lieux en Europe : Allemagne, Belgique, France et Luxembourg ». Colloque organisé par l'Université de la Sarre. Communication ayant pour intitulé : « **Réforme du crowdfunding en droit français : les aspects de droit bancaire** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 28 mars 2014 relatif à la « Présentation de la loi relative à la consommation ». Colloque organisé par le DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Le renforcement de la protection en matière de crédit** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Metz le 25 mars 2014 relatif à la « Responsabilité pénale de la personne morale : enjeux et avenir ». Colloque organisé par la faculté de droit de Metz. Communication ayant pour intitulé : « **La responsabilité pénale de la personne morale : la question du cumul des poursuites** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 14 mars 2014 : Cinquièmes journées Franco-suisse de droit bancaire. Thème : « Le banquier face à la lutte contre le blanchiment d'argent ». Colloque organisé par le DRES. Communication ayant pour intitulé : « **L'obligation de déclaration du banquier en droit français** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Paris Descartes le 7 février 2014 sur : « Les trente ans de la loi bancaire » (2de partie). Colloque organisé par les Universités de Strasbourg et de Paris Descartes. Communication ayant pour intitulé : « **Le secret bancaire** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 6 février 2014 sur « La fraude et l'évasion fiscale : état des lieux et moyens de lutte ». Colloque organisé par le DRES. Communication ayant pour intitulé : « **La FATCA** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 24 janvier 2014 sur : « Les trente ans de la loi bancaire » (1^{ère} partie). Colloque organisé par les Universités de Strasbourg et de Paris Descartes. Communication ayant pour intitulé : « **Le Conseil national du crédit et les Comités : les articles 24 à 36 de la loi** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans une journée de formation, tenue à Strasbourg le 29 novembre 2013, sur : « Droits de l'Homme et finance ». Formation organisée par l'Institut international des droits de l'Homme. Communication ayant pour intitulé : « **Le contrôle des opérations boursières et le droit européen des droits de l'homme** » ;

-Animation d'une table ronde dans un colloque tenu à Strasbourg le 8 novembre 2013 sur : « Transparence financière et protection des données personnelles ». Colloque organisé par la Fédération de recherche de l'Université de Strasbourg. Table ronde ayant pour intitulé : « **Le secret bancaire : approches française, suisse et luxembourgeoise** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 8 novembre 2013 sur : « Transparence financière et protection des données personnelles ». Colloque organisé par la Fédération de recherche de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **La protection des informations concernant le patrimoine par l'article 9 du Code civil** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Monaco le 11 octobre 2013 sur : « La banque et la morale ». Colloque organisé par l'AEDBF Monaco et l'Association Henri Capitant. Communication ayant pour intitulé : « **Codes de conduite et bonnes pratiques professionnelles : substitut à une orale individuelle et source du droit bancaire aux mains des banques** » ;

-Intervention dans une Université d'été tenue à Strasbourg les 26 et 27 septembre 2013 sur : « Le paiement ». Université d'été organisée par le DRES. Communication ayant pour intitulé : « **Le paiement par l'intermédiaire du compte courant** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Paris, le 30 mai 2013, sur : « Le renouvellement des principes fondamentaux du droit bancaire ». Colloque organisé par l'Université Paris Descartes. Communication ayant pour intitulé : « **Intérêt et usure** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Pau, le 29 mars 2013, sur : « La délocalisation des entreprises : une alternative inévitable ? ». Colloque organisé par la faculté de droit de Pau. Communication ayant pour intitulé : « **La délocalisation motivée par la recherche du secret bancaire** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Zurich le 22 février 2013 : Quatrièmes journées Franco-suisse de droit bancaire. Thème : « La protection des investisseurs par le droit ». Colloque organisé à l'Université de Zurich. Communication ayant pour intitulé : « **Le devoir d'information comme moyen de protection des investisseurs en France** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Zurich le 22 février 2013 : Quatrièmes journées Franco-suisse de droit bancaire. Thème : « La protection des investisseurs par le droit ». Colloque organisé à l'Université de Zurich. Communication ayant pour intitulé : « **Les investisseurs face aux instruments financiers complexes** ». Intervention réalisée avec le Professeur Michel Storck. Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Animation d'une table ronde dans un colloque tenu à Strasbourg, à l'ENA, les 31 janvier et 1^{er} février 2013 sur : « L'interrégulation ». Colloque organisé par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg, l'Institut de Recherche Carré de Malberg et l'Ecole Nationale d'Administration. Table ronde ayant pour intitulé : « **L'interrégulation entre l'ACP et l'AMF** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg les 6 et 7 décembre 2012 sur : « Quel droit pour le développement de la banque en ligne ? ». Colloque organisé par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Les opérations de crédit en ligne : présentation générale** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 9 novembre 2012 sur « La gestion de la dette des collectivités et établissements publics locaux ». Colloque organisé par l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg et la Chambre régionale des comptes d'Alsace. Communication ayant pour intitulé : « **Les recours contentieux** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Montpellier le 28 septembre 2012 sur « 40 ans de droit de la consommation ». Colloque organisé par le centre de droit de la consommation et du marché. Communication ayant pour intitulé : « **La protection du consommateur par l'encadrement de l'intérêt** » ;

-Intervention dans une Université d'été tenue à Strasbourg du 26 au 28 septembre 2012 sur : « Ethique et finance ». Université d'été organisée par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Le banquier prêteur responsable** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 26 mai 2012 sur « La Zakat et les banques ». Colloque organisé par l'Ecole de Management de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Banques et Zakat : analyse du pénaliste** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Pau, le 12 avril 2012, sur : « Le chef d'entreprise face à la crise ». Colloque organisé par la faculté de droit de Pau. Communication ayant pour intitulé : « **La responsabilité des banques au regard de l'article L. 650-1 du Code de commerce** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 17 février 2012 : Troisièmes journées Franco-suisse de droit bancaire. Thème : « Le droit des nouveaux modes de paiement ». Colloque organisé à l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Le droit régissant le paiement par monnaie électronique en France** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg, à l'ENA, les 2 et 3 février 2012 sur : « L'indépendance des autorités de régulation économique et financière : une approche comparée ». Colloque organisé par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg, l'Institut de Recherche Carré de Malberg et l'Ecole Nationale d'Administration. Communication ayant pour intitulé : « **L'indépendance des autorités de régulation financière à l'égard de l'opérateur régulé** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans une Université d'été tenue à Strasbourg du 14 au 16 septembre 2011 sur : « Le crédit : aspects juridique et économique ». Université d'été organisée par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **La responsabilité pénale du banquier dispensateur de crédit** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Interventions lors d'un colloque tenu à Strasbourg le 17 juin 2011 sur « La réforme de la garde à vue ». Colloque organisé par la faculté de droit de Strasbourg, l'Ecole Nationale de la Magistrature et l'ERAGE. Communication ayant pour intitulé : « **Description de la réforme de la garde à vue** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Interventions lors d'un colloque tenu à Nice le 10 juin 2011. 5^{èmes} rencontres de droit économiques : « Vers un droit négocié de l'entreprise en difficulté ». Colloque organisé par la faculté de droit de Nice. Communication ayant pour intitulé : « **Le rôle des créanciers financiers : l'influence du droit économique ?** » ;

-Interventions lors d'un colloque tenu à Strasbourg le 8 avril 2011 sur le thème : « Minorités religieuses, religions minoritaires : visibilité et reconnaissance dans l'espace public ». Colloque organisé par différents centres de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **La protection pénale des minorités religieuses** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg, à l'ENA, le 25 février 2011 sur : « Les autorités de régulation économique et financière : convergences ou divergences ? » Colloque organisé par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg, l'Institut de Recherche Carré de Malberg et l'Ecole Nationale d'Administration. Communication ayant pour intitulé : « **La convergence du droit régissant l'Autorité des marchés financiers et l'Autorité de contrôle prudentiel** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Zurich le 18 février 2011 : Deuxièmes journées Franco-suissees de droit bancaire. Thème : « La régulation bancaire après la crise ». Colloque organisé à l'Université de Zurich. Communication ayant pour intitulé : « **Les réactions au problème «Too big to fail» : le renforcement des règles prudentielles en droit français** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu au Mans le 25 novembre 2010 sur « La Question Prioritaire de Constitutionnalité et Droit des affaires ». Colloque organisé par l'Université du Maine. Communication ayant pour intitulé : « **QPC et droit bancaire** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 12 octobre 2010 sur « La Finance Islamique en Europe ». Colloque organisé par l'Ecole de Management de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Les principes de la finance islamique : vers une compréhension européenne** » ;

-Intervention dans une Université d'été tenue à Strasbourg du 1^{er} au 3 septembre 2010 sur « L'attractivité du droit français des affaires à la lecture des rapports *Doing Business* de la Banque mondiale ». Université d'été organisée par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Le droit du crédit dans le rapport Doing Business** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 24 février 2009 sur « Les autorités de régulation et l'article 6 de la CEDH ». Colloque organisé par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **La Commission bancaire face à l'article 6 de la CEDH** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 19 février 2010 : Premières journées Franco-suissees de droit bancaire. Thème : « Le secret bancaire ». Colloque organisé par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Le secret bancaire face au juge pénal en droit français** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 19 février 2010 : Premières journées Franco-suisse de droit bancaire. Thème : « Le secret bancaire ». Colloque organisé par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Le secret bancaire face au juge pénal en droit suisse** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 15 septembre 2009 « Identification saisie et confiscation des avoirs criminels ». Colloque organisé par l'Ecole de Management de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Le cadre juridique communautaire du Bureau de recouvrement des avoirs** » ;

-Intervention dans une Université d'été tenue à Strasbourg du 31 août au 3 septembre 2009 sur « La sauvegarde des entreprises en difficulté et la crise financière. Tendances et principes généraux en Europe ». Université d'été organisée par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **La responsabilité des dirigeants** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 26 juin 2009 sur « L'actualité du droit criminel ». Colloque organisé par le Centre de Droit Privé fondamental de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **Le secret et le procès pénal : les réformes en cours** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 13 mars 2009 sur « La réforme de la loi de sauvegarde des entreprises. Ordonnance du 18 décembre 2008 ». Colloque organisé par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **La faillite personnelle et les sanctions dans la réforme** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 13 février 2009 sur « La responsabilité des autorités de régulation ». Colloque organisé par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **La responsabilité pénale des autorités de régulation** ». Co-responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 21 janvier 2009 sur « La Finance Islamique ». Colloque organisé par l'Ecole de Management de Strasbourg. Communication ayant pour intitulé : « **La finance islamique : une finance douteuse ?** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 07 novembre 2008 sur « La réforme du droit de prescription ». Colloque organisé par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université Robert Schuman (Strasbourg III). Communication avec Melle Estelle NAUDIN, Maître de conférences à l'Université. Communication ayant pour intitulé : « **Causes d'interruption et de suspension** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 03 octobre 2008 sur « L'actualité du droit de la consommation ». Colloque organisé par le Centre de Droit Privé fondamental de l'Université Robert Schuman (Strasbourg III). Communication ayant pour intitulé : « **Loi du 3 janvier 2008 : de la publicité trompeuse aux pratiques commerciales trompeuses** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Strasbourg le 20 juin 2008 ayant pour thème : « Problématiques autour du droit du crédit ». Colloque organisé conjointement par l'ERAGE (Ecole Régionale des Avocats de Grand-Est) et le Centre du Droit de l'Entreprise de l'Université Robert Schuman (Strasbourg III). Communication ayant pour intitulé : « **Le prêt usuraire** ». Responsable scientifique de la manifestation ;

-Intervention dans un colloque tenu à Pau le 18 juin 2004 sur « La coopération dans l'espace juridique européen ». Colloque organisé par le centre de droit des affaires de la faculté de droit de l'Université de Pau et des pays de l'Adour. Communication ayant pour intitulé : « **La coopération dans les procédures d'exécution** » ;

-Intervention dans un colloque tenu à Neuchâtel (Suisse) les 4 et 5 mai 2004 sur « La criminalité économique ». Colloque organisé par l'Institut de lutte contre la criminalité économique, Haute école de gestion ARC de Neuchâtel. Communication ayant pour intitulé : « **Secret bancaire et criminalité économique en droits français, suisse et luxembourgeois** ».

Editoriaux/Avant-propos/Préfaces :

-Préface de l'ouvrage de Thierry MOSER, *Parole d'avocat* : éd. La Valette/Le Noyer, janvier 2021, pp. 13-17 ;

-*Le renforcement du droit suisse de lutte contre le blanchiment d'argent : peut mieux faire !* : Revue Lamy de droit des affaires 2015, n° 103, p. 3, Editorial ;

-*Introduction* : Banque et droit, hors-série, juin 2013, p. 5. N° spécial « Quel droit pour le développement de la banque en ligne ? » ;

-*Droit bancaire : un « essentiel » utile pour être à jour !* : Petites affiches, 9 novembre 2012, n° 225, p. 3. N° spécial portant sur « Les évolutions actuelles du droit bancaire » rédigé sous la direction scientifique de J. Lasserre Capdeville et R. Routier ;

-*Partenariat, formation continue et procédure pénale...* Gazette du Palais, 30 décembre 2011, p. 3, Avant-propos ;

-Avant-propos de l'ouvrage collectif, *Pratique des affaires. Les atouts du droit français*, sous la direction de Régis Blazy, J. Lasserre Capdeville et M. Storck : collection Axe Droit, éd. Lamy, 2010, pp. 11-14. Avant-propos écrit avec Michel Storck, Professeur à l'Université de Strasbourg ;

-*Rupture de crédit : davantage de transparence*. Gazette du Palais, 16 octobre 2009, n° spécial droit bancaire, 2009, n°, p. 3. Editorial écrit avec M° Bénédicte Bury, Avocate ;

-*2009 : l'année du renouveau en droit bancaire ?* Gazette du Palais, 11 septembre 2009, n° spécial droit bancaire, p. 3. Editorial écrit avec M° Bénédicte Bury, Avocate.

Autres travaux écrits :

-*Droit du taux d'intérêt* : chronique semestrielle, co-écrite avec Me Correia, avocat au barreau de Strasbourg :

- Semaine juridique, édition entreprise, 2017, n° 30-34, 1446, pp. 48-55;
- Semaine juridique, édition entreprise, 2018, n° 10, 1121, pp. 41-50 ;
- Semaine juridique, édition entreprise, 2018, n° 37, 1453, pp. 37-47 ;
- Semaine juridique, édition entreprise, 2019, n° 8, 1093, pp. 44-52 ;
- Semaine juridique, édition entreprise, 2019, n° 31-35, 1398, pp. 33-42 ;
- Semaine juridique, édition entreprise, 2020, n° 6, 1054, pp. 35-45 ;
- Semaine juridique, édition entreprise, 2020, n° 29, 1297, pp. 33-43.

-Panorama de droit de la garde à vue : chronique annuelle :

- Lexbase. La lettre juridique, 19 juillet 2018, n° 750, n° N5020BX9 ;
- Lexbase Pénal, 19 septembre 2019, n° 19, n° N0290BYE.